Département de la Haute-Loire

Lieu de son établissement	Noms des Communautés	Hosp.	Ens.	Com. indép. d'une S. g.	Chef-lieu	Nombre de		Nbre d'élèves
						Prof.	Conv.	
Le 1	Les Sœurs de Jésus et de Marie		Oui	dépendante	Lyon	8	9	46
Puy 4 1								
1								
1								

1^{er} octobre 1832.

DOC. XVI

DU GOUVERNEMENT DE LA CONGRÉGATION, DE L'ÉLECTION DE LA SERVANTE DE DIEU JUSQU'EN 1836. – *Extrait des documents indiqués ci-dessous.*

Nous regroupons sous ce titre, un peu générique et indéterminé, quelques-uns des principaux événements desquels la Servante de Dieu a dû intervenir comme supérieure générale de la Congrégation au cours de cette période. Nous présentons, avant tout, les lignes directives de son mode de gouvernement telles qu'elles ressortent des documents officiels que nous étudierons avec quelque développement, et que nous accompagnerons d'une expertise calligraphique. En second lieu, nous exposerons les relations de la Fondatrice avec le vicaire général et le supérieur ecclésiastique de la Congrégation, Simon Cattet. Enfin, nous rappellerons quelques détails épars et fragmentaires qui nous révéleront la participation active et personnelle de la Servante de Dieu à la vie de la Congrégation.

A)

ACTES DU GOUVERNEMENT CENTRAL DE LA CONGRÉGATION. – Des Registres originaux conservés aux *A. G. Rome*.

L'approbation de l'administrateur apostolique du diocèse de Lyon, en 1825, (Doc. XIV, 2), obtenue presque en même temps que le transfert de la communauté de Monistrol au Puy (Doc. XVI), ouvre une nouvelle période dans la vie de la Servante de Dieu et le développement de sa Congrégation ; son œuvre apparaît affermie et définitivement organisée. À partir de ce moment, la maison de Fourvière devint la vraie Maison mère où réside le Conseil général. La Supérieure générale y demeure habituellement ; elle continue à veiller avec sollicitude sur les deux œuvres lyonnaises, la *Providence* et le pensionnat, et elle gou-

verne la Congrégation avec prudence ; lorsque cela est nécessaire, elle va visiter les maisons de Belleville et du Puy.

Bien que la façon d'agir du vicaire général Cattet, dans ses fonctions de supérieur ecclésiastique de la Communauté (cf. *infra*, 1 et 2), soit de temps à autre pénible pour la Servante de Dieu, en général, il se montrait correct aux cours des réunions. Le Registre III de la Congrégation nous révèle que M. Cattet présida également un Chapitre et qu'il fit deux visites canoniques à la communauté de Fourvière, l'une en 1831, l'autre en 1833 (cf. *infra*, 6, p. 283). De son côté, la Servante de Dieu lui rendait tous les égards dus à sa charge. Lorsqu'il fallait prendre quelque décision importante pendant l'absence du supérieur Cattet, on s'empressait de l'en informer, comme nous le dit, par exemple, le procès-verbal du 4 septembre 1829 : « Monsieur l'aumônier s'étant chargé de communiquer à notre très honoré Père supérieur la délibération de notre Conseil du 1^{er} septembre » ; et le 3 décembre 1832 : « Ayant fait part de cet avis à notre très honoré Père supérieur, il l'a approuvé. »

Pour mieux connaître la Servante de Dieu dans cette période (1825-1836), nous avons des documents provenant de trois sources principales :

- 1° les Registres de la congrégation,
- 2° une série de lettres familiales,
- 3° les Registres de l'archevêché de Lyon.

Nous ne nous servons dans cette section que des procès-verbaux du Registre III de la Congrégation. Les lettres de famille seront présentées dans les sections suivantes. Les registres de l'archevêché de Lyon ne renferment que ce qui concerne les approbations avec quelques autres petits détails. Lorsque nous avons dépouillé les registres en question, nous y avons trouvé de fréquentes allusions à des plaintes et à des mesures prises contre les communautés religieuses ; jamais la Congrégation de Jésus-Marie n'est mentionnée : signe évident de l'harmonieux fonctionnement de la petite Communauté.

Le Registre III, d'où sont tirés les documents transcrits ici, n'est pas l'original, mais une copie autographe de Mère Saint-André.

Il semble que l'on puisse établir de façon certaine l'origine de ce Registre : en 1823, quand la Congrégation obtient l'approbation canonique à Monistrol, diocèse du Puy (Doc. X, p. 245), le Père Coindre commence la rédaction du Registre I, où, en premier lieu, on transcrivait successivement les procès-verbaux concernant les maisons de Monistrol et du Puy. Ce Registre se termine le 13 novembre 1827.

À partir du 1824, on ouvre à Lyon, l'un après l'autre, d'autres registres pour les procès-verbaux qui concernaient les événements divers : nominations, élections, admissions de postulantes et de novices, prises d'habit, professions, etc. De ces premiers registres, qui contiennent les actes du gouvernement de la Servante de Dieu, sont arrivés jusqu'à nous :

Registre II, *Nominations* : ouvert par la transcription de quatre procès-verbaux du Registre I à partir du 6 janvier 1824 ; on y transcrit les procès-verbaux des nominations ultérieures ; ce Registre est clos le 9 février 1837 avec le procès-verbal de l'élection de Mère Saint-André comme supérieure générale et une note écrite de la main du Père Pousset.

Registre IV, *Admissions* : la copie des procès-verbaux de ce Registre du 2 août 1834 au 13 mars 1837 est disparue ; on conserve un original du 13 mars 1837 au 10 février 1901.

Registre V, *Prises d'habit* : l'original de ce Registre entièrement conservé date du 2 mars 1824 au 2 février 1838.

Registre VI, *Professions* : transcription du 25 février 1823 au 7 janvier 1824 du Registre I des procès-verbaux de profession ; original du 2 mars 1824 au 17 avril 1895. Dans une première période (1822-1824), les procès-verbaux ne sont pas recueillis dans des cahiers reliés, mais gardés sur de simples feuilles qui, plus tard, ont été cousues ensemble de façon plutôt rudimentaire, comme on le voit dans les Registres I, II et III ; ce système abandonné en 1824 pour de nouveaux registres peut expliquer la disparition ultérieure de quelques procès-verbaux, ce qui entraîne des lacunes dans la chronologie des faits.

Après la mort de la Servante de Dieu, la nouvelle supérieure générale, Mère Saint-André, veille avec soin aux intérêts de la Congrégation en continuant l'œuvre de la Fondatrice ; elle cherche surtout à obtenir l'approbation pontificale des Constitutions et à ce qui s'y rapporte. Quand, en 1841, on accepte les missions des Indes et que Mère Sainte-Thérèse, collaboratrice immédiate de Mère Saint-André, fut sur le point de partir à la tête de l'expédition, les Mères voulurent que toutes les affaires de la Congrégation soient laissées en bon ordre ainsi que les registres. Durant les années 1841-1842, elles préparent donc les Registres III et IV ; le Registre III, cependant, qui contient diverses délibérations provenant du Registre I et d'autres, aujourd'hui disparus, n'a pu être transcrit, semble-t-il, qu'en 1843 par Mère Saint-André.

L'étude des documents nous a portées à établir les dates et autres données des registres précités : tout ceci a été confirmé par l'analyse technique réalisée par Don Pinzuti (cf. *infra*, p. 289). Ces registres ont été confiés pour une dernière clarification technique à une analyse graphologique réalisée par Don Pinzuti. Puisque ces registres sont d'une grande importance, et étant donné l'interprétation erronée qu'on en a faite, il nous a semblé opportun de donner les précisions suivantes.

Pour ce qui est du Registre III, celui qui nous intéresse dans ce document, il résulte que les deux premiers procès-verbaux, ceux du 26 février et du 16 mars 1823, ont été copiés du Registre I, commencé par le Père Coindre à Monistrol (Doc. XI, *intr.*, p. 251). On a transcrit ensuite dans ce Registre III, d'après un registre disparu, les procès-verbaux des réunions du Conseil qui traitaient de l'admission et du renvoi des sujets, ainsi que de toutes les délibérations qui ne se rapportaient pas à des cérémonies de prise d'habit ou de profession ou à la nomination à des charges importantes ; par contre, celles-ci sont inscrites dans des registres spéciaux.

Si notre jugement se base sur des cas dont les originaux sont conservés, on peut dire que la transcription des registres disparus a été fidèle ; cependant, dans le premier procès-verbal, nous relevons quelques variantes significatives se rapportant à la Servante de Dieu ; dans les trois autres, les variantes dans la transcription résultent du passage de la première à la troisième personne des phrases écrites par le Père Coindre lui-même ; dans le premier registre,

il se désigne à la première personne. Nous citons, en exemple, quelques paragraphes extraits du premier procès-verbal. Dans l'original, on a souligné les paroles supprimées ou modifiées et, dans la copie, celles qui ont été ajoutées.

Registre I (original)

Convaincu par un examen sérieux de leur régularité, de leur zèle et talents tout particuliers qu'elles ont reçus de Dieu pour former les jeunes personnes à la vertu et aux connaissances nécessaires pour devenir de bonnes chrétiennes, d'édifiantes mères de familles, des maîtresses de classe excellentes, nous pensâmes rendre le plus important service d'abord à la ville de Monistrol et *ensuite* aux autres paroisses du diocèse qui *pourraient* les recevoir, en favorisant leur arrivée ici. Ayant adopté la Règle de saint Augustin et les Constitutions de saint Ignace avec les modifications que nécessite la différence qui doit exister entre les emplois auxquels se livrent les personnes du sexe et ceux auxquels se livrent les clercs, elles inspirèrent la plus grande confiance aux supérieurs du diocèse. Nous écrivîmes à M^{lle} *Claudine* Thévenet, *fondatrice* de l'établissement de Lyon et de Belleville, et *elle* nous *députa* M^{me} Dioque, née Marie-Antoinette Bedor, appelée Sœur Saint-Pierre, *pour être* supérieure de la communauté ; M^{lle} Jubeau, dite Sœur Saint-Bruno ; M^{lles} Daval et Anne Noël, M^{lle} Marie Boisson, et l'on jeta les 1^{ers} fondements de l'établissement *dans* la maison attenant à l'église des anciens Capucins de Monistrol.

Registre III (copie)

Convaincu par un examen sérieux de leur régularité, de leur zèle et *de leurs* talents tout particuliers qu'elles ont reçus de Dieu pour former les jeunes personnes à la vertu et aux connaissances nécessaires pour devenir de bonnes chrétiennes, d'édifiantes mères de familles, des maîtresses de classe excellentes, nous pensâmes rendre le plus important service d'abord à la ville de Monistrol et *enfin* aux autres paroisses du diocèse qui *voudraient* les recevoir, en favorisant leur arrivée ici. Ayant adopté la Règle de saint Augustin et les Constitutions de saint Ignace avec les modifications que nécessite la différence qui doit exister entre les emplois auxquels se livrent les personnes du sexe et ceux auxquels se livrent les clercs, elles inspirèrent la plus grande confiance aux supérieurs du diocèse. Nous écrivîmes à M^{lle} Thévenet *des* établissements de Lyon et de Belleville, et nous *députâmes* M^{me} Dioque, née Marie-Antoinette Bedor, appelée Soeur Saint-Pierre, supérieure de la communauté ; M^{lle} Jubeau, dite Soeur Saint-Bruno ; M^{lles} Daval et Anne Noël, Marie Boisson, et l'on jeta les premiers fondements de l'établissement *de* la maison attenant à l'église des anciens Capucins de Monistrol.

Il est logique que la signature de la Servante de Dieu manque dans le Registre III qui, comme nous l'avons dit, a été transcrit après sa mort. Cette signature existait dans les originaux. Si, à ce fait, on ajoute qu'en beaucoup de procès-verbaux on n'indique pas explicitement que la Servante de Dieu préside les réunions, on pourrait, si l'on se contentait d'une lecture superficielle, en conclure que la Fondatrice était absente, alors qu'il s'agissait d'acte du gouvernement de la Congrégation : cette suppression est inadmissible.

De fait, le Registre III contient 87 procès-verbaux : dans 11 d'entre eux, le début manque ; dans les autres comptes-rendus, on désigne la personne qui préside la réunion. Cependant, on peut déduire du texte que la présidente était la Supérieure générale. Divisons ces procès-verbaux en groupes selon les personnes qui ont présidé les Conseils généraux ; nous indiquerons, en outre, ceux où la Servante de Dieu n'en était pas la présidente, même si l'on mentionne sa présence ou si l'on peut la déduire du texte même ou des autres documents :

52 sont présidés par la Servante de Dieu ;

14 sont présidés par le Père Coindre : dans un, la présence de la Servante de Dieu est attestée ; dans douze autres, on peut la déduire du texte ;

8 sont présidés par M. Cattet : la présence de la Servante de Dieu est signalée dans un ; dans les cinq autres, on peut supposer qu'elle était là ;

13 ne portent pas d'indication : un atteste la présence de la Servante de Dieu ; dans les neuf autres, on la déduit.

Nous présentons une brève synthèse chronologique du contenu du Registre et nous notons 5 périodes où les réunions semblent avoir été interrompues ; elles correspondent : à une longue et grave maladie de la Servante de Dieu en 1828 ; à la révolution de juillet 1830 et à celle de novembre 1831 ; au choléra de 1832 et à une 3^e révolution en 1834. Les procès-verbaux précédés d'une croix correspondent aux réunions présidées par la Servante de Dieu.

1. 10 octobre 1822 – Notice historique de la fondation de Monistrol, copie du Registre I.
2. 15 février 1823 – Notice historique de l'approbation de la Congrégation accordée par Mgr de Salamon, copie du Registre I.
3. 15 février 1823 – La Servante de Dieu détermine celles qui doivent faire profession et organise le voyage à Monistrol.
4. 25 février 1823 – Admission de 4 postulantes à la prise d'habit.
5. 26 février 1823 – Élection de la Supérieure générale et de ses assistantes, nomination des supérieures de Monistrol et de Belleville, copie du Registre I.
- + 6. 10 mars 1823 – Admission à la profession de trois des premières compagnes de la Servante de Dieu.
7. 16 mars 1823 – Élection de la première assistante générale et nomination des supérieures provinciales, copie du Registre I.
8. 1^{er} juin 1823 – Admission de 4 postulantes à la prise d'habit.
9. 27 juin 1823 – Délibération concernant la *Providence* et l'admission des postulantes au noviciat.

- + 10. 10 août 1823 – Admission de 9 novices à la profession perpétuelle et au vœu de stabilité et d'une autre à la profession temporaire de 4 ans.
- + 11. 10 septembre 1823 – Admission d'une novice à la profession.
- 12. 15 décembre 1823 – Admission de deux novices à la profession.
- + 13. 2 janvier 1824 – Admission d'une novice à la profession.
- 14. 6 janvier 1824 – Nomination de 4 Soeurs électrices.
- 15. 28 février 1824 – Admission de 18 postulantes à la prise d'habit et de 2 novices à la profession.
- 16. 10 août 1824 – Admission de 2 postulantes à la prise d'habit et d'une novice à la profession.
- 17. 25 octobre 1824 – Admission de 3 postulantes à la prise d'habit, de 3 novices à la profession. Ajournement de 1 prise d'habit et de 1 profession.
- + 18. 25 janvier 1825 – Admission de 2 postulantes à la prise d'habit, de 8 novices à la profession, ajournement de 1 profession.
- 19. 30 mars 1825 – Admission de 3 postulantes à la prise d'habit.
- 20. 12 juillet 1825 – Admission de 2 postulantes à la prise d'habit.
- 21. 18 juillet 1825 – Approbation des Statuts par Mgr de Pins.
- 22. 27 octobre 1825 – Admission d'une postulante à la prise d'habit, de 9 novices à la profession, de 1 professe au vœu de stabilité.
- 23. 12 décembre 1825 – Admission de 2 postulantes à la prise d'habit. On délibère sur la fréquence des réunions du Conseil.
- 24. 24 janvier 1826 – Admission de 3 postulantes à la prise d'habit.
- + 25. 1^{er} avril 1826 – 1 admission à la prise d'habit et 1 à la profession.
- + 26. 20 avril 1826 – Renvoi d'un sujet.
- + 27. 16 mai 1826 – 2 admissions à la profession.
- + 28. 15 août 1826 – Nomination d'une supérieure.
- + 29. 18 août 1826 – Délibération au sujet de Mère Saint-Pierre.
- + 30. 25 septembre 1826 – 4 admissions à la profession, un ajournement.
- + 31. 1^{er} octobre 1826 – Renvoi d'un sujet.
- + 32. 2 avril 1827 – 2 admissions à la profession, 4 ajournements et ajournement d'une prise d'habit.
- + 33. 1^{er} septembre 1827 – 2 admissions à la prise d'habit, 3 à la profession, 3 ajournements et 1 renvoi.
- + 34. 22 septembre 1827 – 2 admissions à la profession.
- + 35. 23 septembre 1827 – Élection de 3 religieuses électrices.
- + 36. 10 octobre 1827 – Nomination d'une supérieure.
- + 37. 22 janvier 1828 – 1 admission à la profession, 1 ajournement, 1 renvoi.
- + 38. 25 avril 1828 – 1 admission à la profession.

[Durant le long intervalle qui suit, la Servante de Dieu et deux religieuses tombent gravement malades ; les deux dernières meurent.]

- + 39. 14 octobre 1828 – 1 admission à la prise d’habit, 3 à la profession, 6 au vœu de stabilité, 2 professions ajournées, 1 renvoi.
 - + 40. 16 octobre 1828 – 3 admissions à la profession.
 - 41. 7 novembre 1828 – Élection de 2 assistantes générales.
 - + 42. 14 mars 1829 – Ajournement de 3 prises d’habit.
 - + 43. 20 mars 1829 – 3 admissions à la profession.
 - + 44. 23 juin 1829 – Propositions pour le renvoi d’un sujet.
 - 45. 26 juin 1829 – *Ibid.* M. Cattet confirme le renvoi.
 - + 46. 1^{er} septembre 1829 – On prend des dispositions pour le renvoi en question.
 - 47. 4 septembre 1829 – Le supérieur Cattet confirme ce qui précède.
 - + 48. 7 septembre 1829 – 2 admissions à la prise d’habit et 2 à la profession.
 - + 49. 22 septembre 1829 – 1 admission à la profession, 1 au vœu de stabilité, 2 professions ajournées.
 - + 50. 26 septembre 1829 – 3 admissions aux vœux perpétuels, 1 aux vœux temporaires de 6 mois.
 - 51. 27 septembre 1829 – On délibère sur la suppression de Belleville.
 - 52. 1^{er} octobre 1829 – 2 admissions de religieuses électriques.
 - + 53. 1^{er} décembre 1829 – 1 admission à la prise d’habit.
 - + 54. 9 janvier 1830 – 1 admission aux vœux perpétuels.
 - + 55. 27 avril 1830 – 1 admission à la prise d’habit, 1 aux vœux perpétuels et 1 à la réception de la croix.
 - + 56. 18 mai 1830 – 1 admission aux vœux temporaires.
- [Intervalle dû à la révolution de juillet 1830.]
- 57. 1^{er} février 1831 – On délibère sur le renvoi de 2 sujets.
 - 58. 5 octobre 1831 – 2 admissions à la prise d’habit et 3 aux vœux perpétuels.
- [Intervalle causé par la révolution de novembre 1831.]
- + 59. 15 décembre 1831 – Délibération sur la correction d’un sujet.
 - 60. 26 décembre 1831 – Rapport sur la visite canonique.
 - 61. 18 janvier 1832 – Diverses délibérations.
- [Intervalle qui coïncide avec les progrès du choléra en France.]
- + 62. 26 juillet 1832 – 3 admissions au noviciat, diverses délibérations.
 - 63. 2 décembre 1832 – Délibérations au sujet de la correction d’un sujet.
 - + 64. 3 décembre 1832 – 3 admissions à la prise d’habit.
 - 65. 14 février 1833 – Délibérations au sujet de la modification de l’horaire.
 - 66. 8 mars 1833 – Renvoi d’une postulante pour raison de santé.
 - + 67. 14 mars 1833 – On ajourne la décision à prendre concernant le sujet auquel le n° 57 fait allusion.
 - 68. 18 avril 1833 – Application de la décision prise au n° 67.
 - + 69. 23 avril 1833 – 1 admission au vœu de stabilité, 1 à la prise d’habit.

- + 70. 6 juin 1833 – 1 admission au noviciat.
- + 71. 18 juillet 1833 – Renvoi d'une postulante pour raison de santé.
- + 72. 7 septembre 1833 – 1 admission à la prise d'habit.
- + 73. 5 octobre 1833 – 1 admission à la prise d'habit.
- + 74. 18 novembre 1833 – 1 admission à la prise d'habit.
- 75. 3 décembre 1833 – 1 admission au noviciat.
- 76. 27 décembre 1833 – Rapport sur la deuxième visite canonique.
- + 77. 7 janvier 1834 – On prend des mesures sur l'ordre.
- + 78. 20 janvier 1834 – Renvoi d'un sujet.
- + 79. 25 février 1834 – 1 admission au noviciat.

[Intervalle qui coïncide avec la révolution d'avril 1834.]

- + 80. 10 juin 1834 – Délibérations sur la permission accordée aux postulantes de recevoir la communion.
- + 81. 1^{er} juillet 1834 – 2 admissions au noviciat.
- + 82. 12 août 1834 – 4 admissions à la prise d'habit, 1 ajournement.
- + 83. 22 septembre 1834 – 1 admission au noviciat.
- + 84. 25 septembre 1834 – 1 profession ajournée.
- 85. 27 septembre 1834 – Renvoi d'un sujet.
- + 86. 10 octobre 1834 – Élection de 2 assistantes générales et de 2 électrices.
- + 87. 3 novembre 1834 – 1 admission à la prise d'habit, 1 autorisation à prendre la croix, 1 profession ajournée.

Les comptes-rendus contenus dans ce document et que nous transcrivons ici sont d'une grande importance pour la connaissance de la Servante de Dieu, de son mode de gouvernement et du déroulement normal de la vie interne de la Congrégation. De ces documents, nous reproduisons les n^{os} 30, 33, 34, 39, 44, 45, 56, 62, 69, 86, car ils sont, à notre avis, les plus significatifs ; leur importance sera mise en relief dans les introductions respectives.

1

Sessions du 25 septembre 1826 et du 1^{er} septembre 1827

La Servante de Dieu possédait les qualités innées de l'éducatrice : une intuition qui se trompait rarement en jugeant les personnes et un savoir-faire adapté à chacune de ses inférieures selon leur caractère et les circonstances. Ceci ressort des comptes-rendus qui traitent des admissions au noviciat, aux prises d'habit, etc. , et qui n'ont pas été faites en masse. Dans les cas que nous précisons, nous constatons que certains sujets sont admis, d'autres sont ajournés et d'autres renvoyés. Pour confirmer ces dires, nous présentons deux comptes-rendus, l'un de 1826 et l'autre de 1827; notons que celui qui est désigné par la lettre *a*) est le premier où nous voyons la Servante de Dieu dans l'exercice de ses fonctions après la mort du Père Coindre et avant la nomination de M. Cattet comme supérieur de la Communauté. Celui

qui est désigné par la lettre *b*) concerne une autre réunion du Conseil général, antérieure elle aussi à la nomination de M. Cattet. À ces occasions, l'action de Mère Saint-Ignace était libre de toute pression ou influence.

a)

Le Conseil a été présidé par notre R^{de} Mère Saint-Ignace, Supérieure générale.

Après avoir invoqué les lumières du Saint-Esprit, on a proposé, pour la profession, les très chères Soeurs Sainte-Ursule, Sainte-Claire, Saint-Joseph ; elles ont été admises pour 3 ans. Soeurs Saint-Léon et Saint-Régis ont été ajournées jusqu'à la première profession. Marie Aloysia a été admise pour 3 ans.

Ensuite, on a proposé, pour être admises à la prise d'habit, les très chères filles : M^{lles} A. Vachot, Agarithe Thomas, Toinette Dubost ; elles ont été admises.

Marie André

b)

Le Conseil a été présidé par notre R^{de} Mère Saint-Ignace, Supérieure générale.

Après avoir invoqué les lumières du Saint-Esprit, on a proposé, pour être admises à la prise d'habit, M^{lles} Antoinette Cholle, Catherine Large ; elles ont été admises.

Ensuite, on a proposé, pour la profession, les très chères Soeurs Marie Sainte-Marie, Marie Saint-Augustin, Saint-Clément ; elles ont été admises. Soeurs Saint-Léon, Saint-Laurent et Saint-Germain ont été ajournées ; Soeur Saint-Regis fut exclue de la Congrégation.

À la retraite annuelle, Soeurs Saint-Louis et Saint-Jérôme ne renouvelleront leurs vœux que pour 6 mois.

Marie André

2

Session du 22 septembre 1827

Après la défection de Mère Saint-Pierre (Doc. XV, 4, p. 267), pour la remplacer comme supérieure de la communauté du Puy, on nomme Mère Saint-Gonzague Chardon, religieuse

exemplaire et encore jeune, qui avait été l'une des premières compagnes de la Servante de Dieu (Doc. XI, *intr.*, p. 251).

Mère Saint-Bruno (Doc. XI, *intr.*, p. 251), elle aussi compagne de fondation de Mère Saint-Ignace, fut assistante de la communauté du Puy. Elle fut parmi les premières missionnaires qui sacrifièrent leur vie en Inde ; elle refusa héroïquement l'offre de rapatriement du gouverneur français durant la guerre des Cipayes. Elle mourut saintement dans les missions en 1877.

Ces deux religieuses avaient inspiré la plus grande confiance à la Servante de Dieu, comme nous le voyons confirmé dans le compte-rendu ci-dessous et en plusieurs autres du même Registre.

Le Conseil a été présidé par notre R^{de} Mère Saint-Ignace, Supérieure générale. Après avoir imploré les lumières du Saint-Esprit, on a proposé, pour la profession, les très chères Sœurs Marie Sainte-Thérèse, Sainte-Véronique ; elles ont été admises, vu les témoignages qu'on nous a rendus de leur conduite édifiante pendant leur noviciat qu'elles ont fait dans notre communauté du Puy.

Marie Saint-André

3

Session du 14 octobre 1828

Le document que nous présentons date du 14 octobre 1828. La réunion précédente date du 25 avril 1828. Entre ces deux réunions, il y a un intervalle de plus de cinq mois durant lesquels la Servante de Dieu souffrit d'une maladie grave ; deux religieuses sont mortes de la même maladie (Doc. XVII, p. 336). Dans ce document, notons qu'on mentionne M. Cattet pour la première fois dans ce Registre (cf. *infra*, B, p. 296).

Le Conseil a été présidé par notre R^{de} Mère Saint-Ignace, Supérieure générale. Après avoir invoqué les lumières du Saint-Esprit, on a proposé, pour être admise à la prise d'habit, M^{lle} Alexandrine Delion ; elle a été admise.

Ensuite, on a proposé pour la sainte profession nos très chères Soeurs Saint-Philippe, Saint-Félix, Saint-Léon ; elles ont été admises.

Marie Saint-François, Marie Sainte-Thérèse, Marie Saint-Simon, Soeurs Sainte-Marie, Saint-Antoine et Sainte-Scolastique ont été admises aux vœux de stabilité.

Soeur Saint-Louis ne renouvellera ses vœux qu'au prochain renouvellement.

Soeur Sainte-Cécile ne les renouvellera pas. Quant à Soeur Saint-Jérôme, nous en laissons la décision à notre très honoré Père supérieur M. Cattet, vicaire général.

Marie Saint-André

4

Séances du 23 juin 1829 et du 26 juin 1829

Le compte-rendu que nous présentons sous la lettre *a*), relatif au Conseil du 23 juin 1829, nous révèle un nouvel aspect du gouvernement de la Servante de Dieu : sa conduite dans des cas pouvant porter préjudice au bon esprit de la Congrégation. On peut déduire du texte que Mère Saint-Ignace n'agit pas avec précipitation, mais lorsque les moyens suggérés par la charité et la prudence échouent, elle n'hésite pas à préférer le bien général au bien particulier.

Dans ce document *b*), nous voyons la soumission de la Servante de Dieu à l'autorité de M. Cattet et la confirmation de l'accord pris lors du Conseil du 26 août 1829.

a)

Le Conseil a été présidé par notre R^{de} Mère Saint-Ignace, Supérieure générale. Après avoir invoqué les lumières du Saint-Esprit, nous avons procédé à l'examen des torts imputés aux Soeurs Saint-Paulin et Saint-Louis. Ayant observé depuis longtemps la conduite de ces deux Sœurs, nous avons reconnu qu'elles n'avaient ni l'une ni l'autre l'esprit propre à notre Institut. La première, Soeur Saint-Paulin, est accusée : 1° d'insubordination envers les Soeurs préposées pour la direction des ateliers ; 2° d'avoir agi d'une manière tout à fait inconséquente vis-à-vis les négociants qui visitent les ateliers ; 3° d'être exagérée en toutes ses actions.

Soeur Saint-Louis est accusée : 1° d'avoir cherché à altérer la confiance que les Soeurs doivent à leurs supérieures ; 2° d'avoir, par ses insinuations dangereuses, excité l'insubordination ; 3° d'avoir, par son esprit intrigant, porté une Soeur à se liguier avec elle afin de faire des dépositions fausses contre la Soeur à laquelle elles doivent être subordonnées. Le Conseil ayant observé, durant les 6 ans que cette Soeur a été admise à la sainte profession dans notre Congrégation, qu'il n'y eut que des reproches à faire de sa conduite, qu'elle a été envoyée dans notre Maison mère par les supérieures locales du Puy et de Belleville pour cause

d'insubordination. Depuis l'expiration de ses vœux, qu'elle n'a fait que pour 4 ans, le Conseil n'a pu lui permettre, à l'époque des retraites, de ne les renouveler que pour 6 mois, toujours à raison de sa conduite peu édifiante. Vu donc l'exposé que nous venons de faire et en conséquence de l'article 12^e de nos Statuts, le renvoi des Sœurs Saint-Paulin et Saint-Louis est arrêté provisoirement en attendant que notre très honoré Père supérieur, M. Cattet, vicaire général, le prononce définitivement.

Marie Saint-André

b)

Le 26 juin 1829, M. le vicaire général, notre très honoré Père supérieur, a confirmé la délibération de notre Conseil du 23 de ce mois au sujet de Soeur Saint-Louis. Elle sortira de la Communauté le plus tôt possible. Soeur Saint-Paulin est ajournée indéfiniment ; s'il y avait quelque amendement dans sa conduite, elle pourrait encore obtenir grâce.

Marie Saint-André

5

Séance du 18 mai 1830

Le Registre ne conserve que trois comptes-rendus de 1830. Nous reproduisons le dernier, celui du 18 mai, où l'on parle de l'admission à la profession de Mère Saint-Pothin qui, en 1867, deviendra la quatrième supérieure générale de la Congrégation (Doc. XXVI, *intr.* p. 492 et 3 p. 497).

Mère Saint-Pothin, Antoinette Cholle, fille de Jean-Pierre et de Jeanne-Marie Brossy, est née à Châteauneuf, près de Rive-de-Gier (Loire) le 7 juillet 1806 ; elle entre dans la Congrégation le 7 juin 1827, fait profession le 23 mai 1830 et meurt à Lyon le 15 février 1885.

La révolution du mois de juillet, qui coûta le trône à Charles X, fut le début d'une nouvelle période de persécution religieuse ; plusieurs noviciats durent être fermés et les novices furent renvoyées dans leur famille. Le noviciat de Fourvière resta ouvert, mais à partir de cette date jusqu'au 5 octobre 1831, il n'y eut pas d'admission.

Nous notons que, durant la vie du P. Coindre, les vocations pour la Congrégation de Jésus-Marie furent nombreuses, mais après elle diminuèrent considérablement. Ceci est dû non seulement à la situation politique, mais encore à la tentative de M. Cattet de fusionner la Congrégation avec celle du Sacré-Coeur (cf. *infra*, B, p. 296, et C, 6, p. 318).

Le Conseil a été présidé par notre R^{de} Mère Saint-Ignace, Supérieure générale. Après avoir imploré les lumières du Saint-Esprit, nous avons procédé à l'admission à la profession de notre Soeur Saint-Pothin, née Cholle ; elle a été admise pour 3 ans.

Marie Saint-André

6

Visite canonique du 26 décembre 1831

En 1831, la situation politique et sociale de la France continuait à être critique, et spécialement à Lyon. À la fin du mois de novembre, une révolution sanguinaire éclate, précédée et suivie par plusieurs mois d'une situation préoccupante. Naturellement, cet état de choses eut une répercussion dans les maisons religieuses. Le Registre relève qu'il n'y eut à Fourvière qu'une seule admission durant toute l'année, le 5 octobre. L'administrateur apostolique de Lyon, voulant se rendre compte des conséquences de cette révolution dans les congrégations religieuses, chargea M. Cattet de faire une visite canonique. Le Registre III de la Congrégation conserve, dans le compte-rendu que nous présentons ici, le rapport de la visite canonique faite à la communauté de Fourvière du 26 au 30 décembre 1831.

Le compte-rendu nous dit que la visite se déroula normalement et que la Servante de Dieu fut la première à se présenter au supérieur ecclésiastique. Les observations faites à la fin de la visite revêtent un caractère général, comme il est coutume en pareil cas ; en réalité, ils sont un témoignage de l'observance régulière au sein de la communauté qui n'exclut pas la présence de manquements susceptibles de correction, puisqu'elle corrige à temps les défauts et exclut les sujets qui ne se plient pas à l'observance de la Règle, c'est un signe du bon esprit qui règne dans la communauté.

1^{re} Visite canonique.

Le Seigneur, dans sa bonté, a bien voulu accorder cette année à notre communauté la grâce d'une visite canonique. M. le vicaire général, notre très honoré Père supérieur, délégué par Mgr l'archevêque, s'est rendu le lundi 26 décembre 1831 dans notre chapelle et, après y avoir dit la sainte messe, il nous a donné quelques avis relativement à la visite qu'il allait commencer. Après avoir engagé toutes les Soeurs à lui dire avec franchise et en conscience ce que chacune aurait remarqué de défectueux soit dans sa conscience, soit dans sa conduite, soit enfin

en tout ce qu'on aurait observé dans la communauté concernant les diverses observances de la Congrégation, après, dis-je, ces diverses recommandations, notre très honoré Père supérieur a entendu toutes les Soeurs, chacune en particulier, en commençant par notre R^{de} Mère. Ensuite, il a fait la visite de toutes les salles : classes, dortoirs, cellules, etc., et le vendredi 30 décembre, s'étant rendu de nouveau dans notre chapelle, il a bien voulu, avant la sainte messe, nous adresser quelques mots d'édification, quelques avis relativement à la circonstance présente.

Il n'est aucune congrégation, nous a-t-il dit, quelque sainte qu'elle soit, qui n'ait besoin de se renouveler de temps en temps dans l'esprit de ferveur. C'est pourquoi je crois utile de vous parler aujourd'hui de quatre points essentiels dans votre saint état. Je veux dire l'esprit religieux, l'obéissance, la pauvreté et la charité.

Je dis, premièrement, les Soeurs doivent chercher à augmenter en elles l'esprit religieux ; il doit être l'âme de toute leur conduite. Elles agiront donc toujours par des vues intérieures et dignes de Dieu, remplissant tous leurs devoirs le plus parfaitement qu'il leur sera possible, dans l'unique intention de plaire à leur divin Epoux, ne perdant jamais de vue sa divine présence. Elles doivent éviter, avec grand soin, d'agir par des motifs bas et naturels, telle que serait la crainte d'un reproche ou d'une pénitence. Leur unique appréhension doit être de déplaire à Dieu ; leur unique ambition, celle de lui être agréable. Elles doivent se rappeler souvent les motifs qui ont dû les porter à entrer en religion et se demander souvent comme saint Bernard : Que suis-je venue faire ici ? C'est par défaut d'esprit religieux qu'on vit d'une vie tout animale, toute charnelle, toute terrestre, et qu'on se met au-dessous des chrétiens ordinaires qui vivent dans le monde. Les Soeurs se serviront de deux moyens bien puissants pour augmenter en elles l'esprit religieux : la lecture spirituelle et l'oraison. Elles regarderont ces deux exercices comme les deux yeux de la vie spirituelle, qui leur feront apercevoir les écueils qu'elles auront à éviter dans la voie de la perfection. Elles entendront la voix de Dieu dans la lecture spirituelle et, dans la méditation, elles lui parleront cœur à cœur.

La négligence à s'acquitter de ces deux exercices dissipe l'esprit religieux peu à peu et finit par le faire perdre entièrement. Donc, grande exactitude à la lecture

spirituelle et grande attention à bien faire son oraison. On s'y attachera surtout à prendre des résolutions pratiques qui servent à se réformer ; en deux mots, réfléchir et se vaincre, voilà toute l'oraison.

Quant à l'obéissance, elle doit être parfaite, prompte et entière. Elle doit être une obéissance d'action, d'esprit et de cœur. Malheur à la religieuse que la supérieure serait obligée de ménager en ce point, l'esprit religieux serait bien faible en elle ; elle montrerait avoir oublié qu'en entrant en religion elle a fait le sacrifice de sa volonté qu'elle a remise, dès lors, entre les mains de sa supérieure et que, à sa profession, elle l'a immolée à son Dieu sans s'en rien réserver. C'est donc à cette perfection d'obéissance que s'attacheront les Soeurs dans toute leur conduite, obéissant au premier signal qui leur sera donné, ne se faisant jamais répéter un ordre pour obéir, remplissant chacune, le mieux qui lui sera possible, l'emploi dont elle est chargée, n'y apportant aucune négligence quant à l'exactitude et quant à la manière, afin que personne n'ait à souffrir ni à se plaindre. Ainsi, par exemple, la maîtresse d'atelier aura soin à ce que tout dans son atelier se fasse à l'heure et de la manière indiquée, à ce que les enfants remplissent exactement leurs devoirs et observent le règlement de la maison, à ce que les prières se fassent avec piété et que le silence soit observé le plus exactement possible.

La portière remplira son emploi ponctuellement, afin de ne donner à personne des sujets de murmure et de plainte contre la maison. On veillera soigneusement à l'ordre et à la propreté dans tous les lieux de la maison.

Au sujet de la sainte pauvreté, chacune se gardera de disposer de la plus petite chose sans permission, soit pour la prêter ou la donner ; on ne supposera pas la permission, on aura soin de s'en pourvoir avant d'agir. Chacune doit prendre le plus grand soin des choses dont elle est chargée ou dont elle a l'usage, afin que rien ne se gâte ni ne se perde.

Enfin, la charité doit régner entre les Soeurs. C'est pour cela qu'elles s'entraideront dans leurs emplois, qu'elles se supporteront patiemment, qu'elles ne contesteront jamais surtout devant les enfants. Elles agiront toujours de concert, et elles chercheront à gagner le cœur de leurs élèves par leur douceur et par l'intérêt qu'elles leur témoigneront.

Tels sont les avis que notre très honoré Père supérieur a bien voulu nous donner, et qu'avec la grâce de Dieu nous nous efforcerons de mettre de plus en plus en pratique.

7

Séance du 26 juillet 1832

En 1832, le choléra avait envahi Paris et d'autres villes françaises ; il faisait partout de nombreuses victimes. Avec ses rues étroites, mal aérées et sa population dense, Lyon semblait devoir succomber à ce fléau. L'administrateur apostolique du diocèse, Mgr de Pins, ordonna de faire des processions ainsi qu'une neuvaine à Notre-Dame de Fourvière ; elles commencèrent le 9 avril, c'est-à-dire au moment où le choléra sévissait à Paris. La protection de la Vierge ne se fit pas attendre, le fléau épargna Lyon.

Cette circonstance fut l'occasion d'une réunion du Conseil à laquelle se réfère le compte-rendu que nous présentons. En premier lieu, nous y lisons un témoignage de la charité de la Servante de Dieu qui établit des prières de suffrage à réciter pour les parents défunts des religieuses. Puis, nous voyons Mère Saint-Ignace, comme pour conjurer le péril imminent, au moment où tous les Lyonnais accouraient à Fourvière pour implorer la protection de la Vierge, promettre solennellement, suivant la proposition du vicaire général, M. Cattet, au nom de la communauté, d'adopter deux fillettes pauvres de l'âge de cinq ans jusqu'à leur 21^e année.

Plus tard, le 23 novembre 1832, lorsque l'évêque lancera une souscription (y participant lui-même) pour élever un monument à Notre-Dame de Fourvière, la Servante de Dieu, suivant l'exemple de l'archevêque, sera la première à seconder cette initiative ; le 24 décembre, elle verse une somme de 360 F, somme considérable pour l'époque, étant donnée sa situation financière ; peu de personnes dépassèrent ce montant (cf. *A. A. Lyon, Souscription au monument de Fourvière*).

Le Conseil a été présidé par notre R^{de} Mère Saint-Ignace, Supérieure générale.

Après avoir imploré les lumières du Saint-Esprit, on a proposé au Conseil de déterminer les prières que devront faire les religieuses pour leurs parents défunts.

1^o Il a été arrêté que, lorsqu'on apprendra la mort du père ou de la mère d'une des Soeurs de la Communauté, on fera dire une messe pour le repos de son âme, et toutes les religieuses feront une communion à cette intention.

2^o Notre R^{de} Mère nous a chargées de décrire ci-après le vœu que nous avons fait dans le mois d'avril.

Vers le temps de Pâques, lorsque le ciel semblait nous menacer d'un terrible fléau, la peste connue sous le nom de « choléra morbus », qui dans ce temps

faisait les ravages les plus effrayants dans la capitale, notre très honoré Père supérieur, M. Cattet, vicaire général, nous proposa de faire un vœu pour fléchir la colère de Dieu. Ce vœu consistait à recevoir gratis deux enfants dans notre *Providence* et à garder toute sa vie une de celles que nous avons déjà, Alix Mazoyer, qui étant infirme et sans aucune ressource dans le monde se trouverait entièrement délaissée. Nous avons fait vœu de la garder toute sa vie, à moins cependant que, par défaut de soumission, manifestant de l'insubordination, elle se rendit par là indigne de l'avantage que nous lui faisons. Nous avons reçu gratis Catherine Lafleur âgée de 5 ans et nous la garderons jusqu'à 21 ans. Marie Hugonet, âgée de 5 ans, a aussi été reçue dans l'intention d'accomplir notre vœu. Les protecteurs de cette dernière avaient consacré une somme de cent cinquante francs pour faire entrer leur protégée dans une *Providence*. Cette somme nous a été remise, mais nous avons promis à Dieu de la remettre à l'enfant lorsqu'elle sortira de la maison à l'âge de vingt et un an.

On a proposé d'admettre aux premiers exercices du noviciat : M^{lles} Amélie Faisandier, Rosine Eynac et Zulme Limosin. Elles ont été admises.

Il a été arrêté que Soeur Madeleine qui, depuis longtemps, était exclue du réfectoire et du chapitre y assistera dorénavant ; une semaine, elle y viendra le mercredi et la semaine suivante, le vendredi. Elle entendra la lecture qu'on y fera et, après avoir fait ses accusations et avoir passé au chapitre, elle se retirera. Au dîner, elle n'entrera au réfectoire qu'après la coulpe des Soeurs.

Marie Saint-André

8

Séance du 23 avril 1833

À Lyon, l'année 1833 fut relativement normale. Cela se reflète même dans le Registre où les réunions relatées sont plus nombreuses qu'au cours des trois années précédentes ; la révolution et le choléra causèrent leurs interruptions. Nous reproduisons le compte-rendu de l'admission au vœu de stabilité de Mère Saint-Paul et de la prise d'habit de Rosine Eynac.

On ne permettait pas ce vœu à toutes les religieuses, comme en témoignent les documents conservés soit par le Père Coindre, soit par la Servante de Dieu. Celles qui le faisaient accédaient, de ce fait, au Chapitre général ; par ce vœu, elles s'engageaient à aller dans toutes les maisons de la Congrégation où on les envoyait et à accepter tout emploi qui leur était

assigné, à toujours demeurer sous la dépendance de la Maison générale, à ne jamais demander ni accepter la dispense de leurs vœux.

Mère Saint-Paul, Julie Ferrand qui, d'après ce document est admise à prononcer le vœu de stabilité, était la fille de Gabriel et de Françoise Blanc (Doc. XI, *intr.*, p. 251, et XVI, *intr.*, p. 264) ; née à Lyon le 17 mars 1808, elle entre dans la Congrégation le premier octobre 1825, fait profession le 2 février 1828. Elle fait partie de la première expédition en Inde et meurt à Murree, après un long et fécond apostolat, le 20 mai 1879 (Doc. III, 1, b, *intr.*, p. 24).

Rosine Eynac, en religion Mère Saint-Cyprien (Doc. XV, 6, *intr.* p. 270).

Le Conseil a été présidé par notre R^{de} Mère Saint-Ignace.

Après avoir imploré les lumières du Saint-Esprit, on a proposé, pour le vœu de stabilité, notre très chère Soeur Marie Saint-Paul ; elle a été admise.

La cérémonie de la prise d'habit de M^{lle} Rosine Eynac, qui a été ajournée, aura lieu le même jour.

Marie Saint-André

9

Réunion du 10 octobre 1834

Nous trouvons à nouveau dans le Registre III, en 1834, les traces d'une révolution. Après le compte-rendu du 25 février, s'ouvre une parenthèse jusqu'au 1^{er} juillet. On admit deux autres postulantes au cours de cette réunion du Conseil. L'interruption des réunions correspond à la révolution du mois d'avril 1834 qui fut la plus terrible de toutes celles qui éclatèrent en cette période.

Nous reproduisons le compte-rendu du 10 octobre qui traite de l'élection à certaines charges ; il se réfère aux registres qui traitent de ce sujet et donne les détails de procédure dans ces circonstances.

Le Conseil a été présidé par notre R^{de} Mère supérieure.

Après avoir imploré les lumières du Saint-Esprit, on a proposé, pour être admises au rang de Soeurs vocales, nos très chères Sœurs Saint-Hilaire et Saint-Aloysia ; elles ont été passées au scrutin lequel ayant été dépouillé, on a reconnu que nos très chères Sœurs Saint-Hilaire et Saint-Aloysia étaient admises au rang des Sœurs vocales. On a dressé l'acte de leur admission ; il a été inscrit dans le livre des élections.

On a procédé ensuite à l'élection de deux assistantes générales dont les charges étaient expirées. M. Rey, notre très honoré Père aumônier, ayant été délégué par Monseigneur pour dépouiller le scrutin, a reconnu que Mère Saint-André et Mère Sainte-Thérèse étaient nommées à la majorité absolue des suffrages.

L'acte de l'élection a été écrit et signé dans le livre des élections.

Marie Saint-André

APPENDICE

Étant donné l'importance des registres, pour mieux clarifier et évaluer leur interprétation, nous présentons, ici, un appendice qui se rapporte à l'expertise calligraphique faite au nom de la Section historique par l'expert Don Mario Pinzuti, Olivétain, directeur de l'Institut « Restauration scientifique du Livre ».

Expertise calligraphique pour la cause de béatification de la Servante de Dieu, Soeur Marie Saint-Ignace (Claudine Thévenet), fondatrice de la Congrégation de Jésus-Marie.

Institution de la Restauration scientifique du Livre
(Monastère bénédictin, Olivétain)

Au nom du Seigneur. Amen.

Je, soussigné, Don Mario Pinzuti, O.S.B., Oliv., directeur de l'Institut de Restauration scientifique du Livre, situé dans les Palais de la Sacrée Congrégation, n° 13, via Rusticucci, Rome, en qualité d'expert en calligraphie, présente et souscrit les résultats de l'analyse calligraphique technique, faite par moi-même, en rapport avec le procès de béatification de la Servante de Dieu, *Sœur Marie Saint-Ignace*, Claudine Thévenet, fondatrice de la Congrégation de Jésus-Marie.

Ces tests déjà mentionnés furent demandés par Mgr Pietro Amato Frutaz, rapporteur général de la Section historique de la Sacrée Congrégation des Rites, qui posa les questions suivantes :

1) Qu'est-ce que l'expertise technique peut dire au sujet des signatures de Mère Saint-André, de Louise-Claudine-Victoire Ramié et de celle du Père Pousset apposées dans ces registres :

- a) Reg. VI - F Archives Maison mère
N. 85 A. 2 R. 4 B. 43
- b) Reg. V - E Archives Maison mère
N. 84 A. 2 R. 4 B. 43

c) Reg. III - C Archives Maison mère

N. 82 A. 2 R. 4 B. 43

2) L'expert technique peut-il dire à quel moment, présumé être exact, il est possible de dater les signatures susdites ?

3) L'expert technique peut-il dire à quelle date il est possible d'attribuer les corrections du texte et les substitutions dans les pages concernant la Règle ? – Archives Maison mère –

N. 95 A. 2 R. 4 B. 37.

4) Que peut-on dire de plus au cours d'un tel examen ?

Ayant étudié tous les documents qu'on m'a référés sur ces questions, après un examen attentif, profond et détaillé de chacun,

je réponds

aux questions numéros 1 et 2 concernant les signatures de Mère Saint-André et du Père Pousset.

En général

Puisque le débat ne porte pas sur l'authenticité des signatures en question, mais sur les dates où elles ont été posées dans les registres mentionnés, à la question n° 1, je suis d'avis qu'il est inutile de les comparer avec d'autres documents présentés, ayant trouvé dans ces Registres tous les éléments possibles, probables et suffisants, pour porter un jugement d'expert.

En particulier

A) Reg. VI - F Archives Maison mère

N. 85 A. 2 R. 4 B. 43

Registre pour les cérémonies de profession

Format : 80 pages de 36 par 22 cm.

Copie des pages 1 à 6.

Original des pages 7 à 80.

Le volume présente les altérations suivantes :

la page 24 fut coupée au rasoir sur le bord intérieur et recollée avec du tissu ;

la page 30 a deux pages collées ensemble ;

les pages suivantes ont été enlevées du volume :

1 p. entre p. 13-14

1 p. entre p. 49-50

1 p. entre p. 66-67

1 p. entre p. 17-18

1 p. entre p. 58-59

2 p. entre p. 78-79

1 p. entre p. 20-21

2 p. entre p. 64-65

1 p. entre p. 79-80

Divers examens des signatures de Mère Saint-André et de M. Pousset posées à différentes pages du Registre ont été examinées.

Quant au temps, nous nous limitons à l'an 1843, puisqu'il nous semble que cette date marque un changement décisif dans la validation de différents actes. Après, les documents sont toujours signés par ceux qui sont présents quand ils sont rédigés.

I) *Examen sous les rayons ultraviolets.*

Bien qu'avec la lampe de Wood les examens de la couleur de la teinture (= encre) ont donné des résultats négatifs jusqu'à la page 36 (an 1855) à cause des composants chimiques identiques, toutefois la fluorescence est légèrement, mais clairement différente en intensité, selon le mode différent dont le mélange (encre) s'oxyde, et ceci d'après la quantité des substances dont la formule est composée.

En d'autres termes, quoique l'encre (= mélange chimique) est identique quant à la qualité des substances utilisées :

- noyer de galle (pour acide tannique),
- fer de plomb (pour oxyde de fer),
- alcool (vin, vinaigre, bière ?),
- eau de source,

néanmoins, à cause de l'application empirique, elle varie *selon la quantité* de chaque substance, la moyenne des *points d'ébullition* et de *sédimentation* et la *pureté* de la substance utilisée.

Pour cette raison, nous avons obtenu ce résultat : les écrits de même coloration auront une fluorescence différente au fur et à mesure que les divers produits s'oxydent.

Par conséquent, deux écrits identiques et écrits avec la même encre dans un laps de temps plus ou moins court (environ 6 mois dans un siècle) auront la même coloration et la même fluorescence sous la lampe de Wood.

En appliquant cette méthode, nous avons ce qui suit :

a) Signature de Mère Saint-André apposée aux pages indiquées dans le Registre examiné :

p. 7	recto et verso	p. 13	recto et verso	p. 19	recto et verso
" 8	recto et verso	" 14	recto et verso	" 20	recto et verso
" 9	recto et verso	" 15	recto et verso	" 21	recto et verso
" 10	recto et verso	" 16	recto et verso	" 22	recto et verso
" 11	verso	" 17	recto et verso	" 23	recto et verso
" 12	recto et verso	" 18	recto et verso		

Ces pages sont toutes écrites avec la même encre que celle de la signature de ladite Soeur au verso de la page 23 dans l'acte du 14 février 1843.

Après cette date, il se passe quelque chose d'inexplicable.

De fait, il appert que la page 24, comme il a déjà été noté, a été altérée, et l'encre utilisée pour écrire au verso de l'acte du 10 août 1843 est la même que celle que Mère Saint-André a employée pour ajouter à sa signature aux

p. 18	verso	p. 19	recto et verso
p. 20	recto et verso	p. 21	recto

le titre de supérieure générale.

Pour confirmer ce qui précède, nous remarquons un fait singulier : au verso de la page 21, Mère Saint-André a signé l'acte du 29 août 1840 et, par erreur, a oublié d'ajouter son titre de supérieure générale.

Pour cela, nous devons conclure que toutes les signatures de Mère St-André dans le Registre (Reg. VI - F Archives Maison mère - N. 85 A. 2 R. 4 B. 43) de la page 7 à la page 23 se situent entre le 14 février et le 10 août 1843.

b) Signature du Père Pousset.

Puisque toutes les signatures faites par le Père Pousset dans le Registre examiné, de la page 17 à la page 21, présentent des caractéristiques identiques de coloration et de fluorescence à celles de Mère Saint-André, nous devons conclure qu'elles aussi ont été signées entre le 14 février et le 10 août 1843.

II) *Examen chromatographique.*

La chromatographie de l'encre des signatures en question, celle de Mère Saint-André et celle du Père Pousset, a confirmé l'identité de stratification et de sédimentation, sur papier absorbant qui sépare la couleur des composés chimiques, avec la signature apposée par Mère Saint-André elle-même sur l'acte du 14 février 1843.

L'ajout – supérieure générale – à la signature de Mère St-André apposée aux pages :

18 verso	19 recto et verso
20 recto et verso	21 recto

présente la même stratification chromatographique que la signature de la même religieuse apposée sur l'acte du 10 août 1843, au verso de la page 24.

En ce qui a trait à la première partie du Registre, de la page 1 à 6, c'est une copie écrite avec la même encre que celle qui a été utilisée pour l'acte du 14 février 1843, à la page 23, puisque l'examen aux rayons ultraviolets et les comparaisons chromatographiques ont donné des résultats positifs.

B) Reg. V - E Archives Maison mère.

N. 84 A. 2 R. 4 B. 43

Registre des vêtements ...

Format : 16 pages de 26 par 18,5 cm.

Il est *original* dans toutes ses parties.

Il a été altéré par le retrait de certaines pages :

- 1 page entre p. 13-14
- 5 pages après p. 16.

1) *Examen des signatures apposées par Mère Saint-André à ces pages du Registre en question :*

p. 2 verso	p. 3 recto et verso	p. 6 verso
p. 8 verso	p. 9 recto.	

I) *Examen sous les rayons ultraviolets.*

Sous les rayons ultraviolets, la coloration et la fluorescence desdites signatures sont identiques à celles de la signature de la même Mère Saint-André au document du 14 février 1843 du Registre VI-F, au verso de la page 23.

II) *Examen chromatographique.*

La chromatographie desdites signatures examinées présente une stratification chromatique et une sédimentation chimique identiques à celle de la signature examinée au Reg. VI-F, verso de la page 23, le 14 février 1843.

Par conséquent, il faut admettre que lesdites signatures ont été apposées aux environs de la date ci-dessus mentionnée.

L'écriture à la fermeture du Registre le 2 février 1838 et la signature de Mère Saint-André ont une fluorescence et une coloration identiques sous la lampe de Wood, et la stratification chromatique est semblable à la chromatographie de l'encre utilisée pour la signature de Mère St-André apposée au verso de la page 24, le 10 août 1843. Cette encre n'a jamais été trouvée avant cette date.

Donc, selon mon opinion, l'écriture n'était pas sur ce papier à la date donnée (2 février 1838), mais plutôt vers le mois d'août 1843.

2) *Examen des signatures du Père Pousset des pages 10 à 16 du Registre en question.*I) *Examen sous les rayons ultraviolets.*

Les signatures examinées du Père Pousset, apposées dans le Registre en question, ont les mêmes caractéristiques fluorescentes que celles de l'encre utilisée à la fermeture de ce même Registre daté (le 2 février 1838) et signé (Mère Saint-André).

II) *Examen chromatographique.*

L'examen chromatographique de l'encre utilisée pour lesdites signatures du Père Pousset montre aussi une parfaite identité de stratification chromatique et de sédimentation chimique avec l'encre utilisée à la fermeture du même Registre daté (le 2 février 1838) et signé (Mère Saint-André).

Avec les mêmes moyens de vérification utilisés déjà à la fermeture du Registre pour la date et la signature de Mère Saint-André dans le Registre examiné, nous devons conclure que les signatures du Père Pousset datent du mois d'août 1843.

C) Reg. III - C Archives Maison mère

N. 82 A.2 R. 4 B. 43

Registre contenant les délibérations.

Format : 22 pages de 35,5 par 24,5 cm.

Copie de la première à la dernière page.

Le Registre a été estampillé au dos. Tel qu'il est présenté, il semble formé d'une collection de feuilles éparses cousues maladroitement ensemble.

Tout est écrit de la main de Mère Saint-André et signé uniquement par elle.

Au bas de la dernière page, il y a une conclusion datée du 3 novembre 1834 et signée par Mère Saint-André, qui demande un examen séparé.

Examens sous les rayons ultraviolets et chromatographie.

I) *Sous les rayons ultraviolets*, on a constaté l'identité de la fluorescence et de la coloration de l'encre des six premières pages du Registre VI-F déjà examiné.

La même chose peut être affirmée de la stratification chromatique et de la sédimentation chimique résultant de la chromatographie.

Donc, on peut affirmer que ce Registre aussi, ainsi que les signatures correspondantes, a été écrit entre février et août 1843.

II) La conclusion du Registre, avec la signature correspondante de Mère Saint-André, datée du 3 novembre 1834 d'après les examens sous les rayons ultraviolets ou chromatographiques, démontre que l'encre utilisée était identique à celle de la conclusion, de la date et des signatures du registre V-E du 20 août 1843.

D) Règle de saint Augustin ... Archives Maison mère - N. 95 A. 2 R. 4 B. 37.

Description : 2 feuilles blanches, puis 322 pages, puis 2 pages blanches.

Copie conforme à l'original.

Les pages suivantes ont été déplacées et des pages copiées avaient été remplacées :

p. 35-36	p. 159-160	p. 265-266
" 103-104	" 167-168	" 291-292
" 117-118	" 179-180	" 313-314
" 151-152	" 201-202	

Des mots ont été annulés aux pages suivantes :

p. 27	p. 47	p. 58	p. 116	p. 144
" 29	" 48	" 101	" 124	" 163
" 41	" 50	" 106	" 126	" 166
" 42	" 51	" 108	" 129	
" 46	" 53	" 113	" 141	

À l'exception de la page 124, qui est neuve, toutes les autres sont anciennes.

Comme résultat de cette étude nous avons dû examiner :

- I) l'écriture du texte,
- II) l'écriture des pages substituées,
- III) les mots annulés.

Pour cette partie du texte, j'ai pris comme base de comparaison et comme point de certaines preuves :

- a) Reg. VI-F Archives Maison mère
N. 85 A. 2 R. 4 B. 43
- b) Reg. des délibérations du Chapitre général
N. 102 A. 2 R. 4 B. 41

en accord avec le texte.

I – *L'écriture du texte*

Examen sous rayons ultraviolets.

La coloration et la fluorescence de l'encre employée pour le texte de la Règle sont identiques à celles de la page 18 recto et verso, du 3 avril - 27 octobre 1837 du Registre VI-F original.

Alors, on peut conclure que ladite Règle fut écrite entre avril et octobre 1837.

Examen chromatographique.

L'examen chromatographique confirme ce qui résulte de l'examen sous les rayons ultraviolets. En effet, la stratification chromatique et la sédimentation de l'encre correspondent tout à fait à celle de l'encre utilisée au recto et au verso de la page 18 (3 avril - 27 octobre 1837) du Registre VI-F.

II – *L'écriture sur les pages remplacées*

L'encre soumise aux rayons ultraviolets donne la même fluorescence et la même coloration ; et l'examen chromatographique donne une stratification chromatique et une sédimentation chimique identiques à celle du Registre des délibérations du Chapitre général, à la page 12, avec les signatures et la date de l'acte du 10 mars 1842, et avec les signatures de l'acte du 23 décembre 1842, à la page 13.

Donc, vraisemblablement, lesdites pages ont été remplacées entre ces deux dates : mars-décembre 1842.

III – *Annulation*

L'encre employée pour les annulations, excepté celle de la page 124 qui ne remonte que de quelques années, donne le même résultat, soit à l'analyse par rayons ultraviolets, soit à la chromatographie. Ceci note une même composition chimique et une même période de temps que celles des signatures du Père Coindre et du Père Pousset qui sont apposées à l'acte du 14 février 1843, au verso de la page 23 du Registre VI-F.

Donc, on doit conclure que lesdites annulations ont été faites vers ce laps de temps.

CONCLUSION

Concernant les questions 1 et 2, résumons :

A) *Reg. VI-F*

Toutes les signatures de Mère Saint-André, de la page 7 à la page 23, sont signées entre février et août 1843.

Les pages 1-6 ont aussi été copiées ou immédiatement avant ou immédiatement après le 14 février 1843.

Toutes les signatures du Père Pousset, de la page 17 à la page 21, sont aussi écrites entre février et août 1843.

B) *Reg. V-E*

Les signatures de Mère Saint-André au verso de la page 2, aux recto et verso de la page 3, au verso de la page 6, au verso de la page 8, au recto de la page 9 ont été apposées immédiatement avant ou peu après le 14 février 1843.

La conclusion du Registre, datée (le 2 février 1838) et signée, est vers le mois d'août 1843.

Les signatures du Père Pousset, de la page 10 à la page 16, sont aussi du mois d'août 1843.

C) *Reg. III-C*

Ce Registre, avec les signatures correspondantes, sauf la conclusion, a été écrit entre février et août 1843. La conclusion du Registre, daté (3 novembre 1834) et signé, pourrait dater du mois d'août 1843.

Pour la question n° 3, nous résumons :

- I) l'écriture du texte de la Règle doit être fixée entre avril et octobre 1837,
- II) l'écriture des pages substituées date entre mars et décembre 1842,
- III) les suppressions, sauf celle de la page 124, datent ou immédiatement avant ou immédiatement après le 14 février 1843.

La réponse à la question n° 4 est amplement traitée par les analyses individuelles.

Rome, 6 mars 1963.

In Fede
Don Mario Pinzuti

B)

LE VICAIRE GÉNÉRAL SIMON CATTET ET LA SERVANTE DE DIEU

Le Père Coindre, quoique supérieur de la Congrégation des Sacrés Coeurs de Jésus et de Marie, laissait agir librement Mère Saint-Ignace en laquelle il avait une confiance absolue, ce qui est évident dans les échanges épistolaires (cf. *infra*, C, 1, p. 301). De son côté, la Servante de Dieu gouvernait la Congrégation comme Supérieure générale et elle recourait à lui selon les occasions. Le 30 mai 1826, la mort du Père Coindre, alors vicaire général de Blois, fut le début d'une nouvelle série de difficultés pour la Servante de Dieu. Il semblerait qu'elle se soit adressée provisoirement, pour les autorisations nécessaires, au vicaire général Cholleton, chargé des communautés religieuses, mais à partir du 27 décembre 1827, dans les registres de la Congrégation, apparaît le nom de M. Cattet avec le titre de « notre très honoré Père supérieur ».

Simon Cattet est né le 4 octobre 1788 à Neuville-sur-Saône (Rhône). En 1809, le cardinal Fesch l'envoie compléter ses études au séminaire de St-Sulpice, à Paris ; ordonné prêtre en 1811 par Mgr Simon, évêque de Grenoble, il fut chargé d'enseigner la théologie dogmatique au séminaire de Lyon. Le 28 décembre 1825, Mgr de Pins le nomme vicaire général et le garde en charge le temps de son administration. Dans la suite, il est nommé chanoine de la primatiale en 1840 par Mgr de Bonald ; il meurt à Lyon le 30 juin 1858. Plusieurs documents de cette époque nous présentent M. Cattet comme une personne impulsive et autoritaire. Pour affirmer ce fait, il suffit que nous citions quelques témoignages :

1. Les vicaires généraux, au nombre desquels se trouvait M. Cattet, « ont cru devoir conduire un diocèse avec les mêmes idées qu'ils avaient régenté ou conduit les séminaires, c'est-à-dire toujours armés de la fêrule ... » (Archives secrètes du Vatican, nonciature de Paris, n° 57 : *L'Administration du diocèse de Lyon jugée d'après ses actes*).

2. Le chanoine Delandine écrit le 28 août 1830 au cardinal Fesch : « L'administrateur du diocèse, je vous le dis confidentiellement, est faible, peu expérimenté, peu éclairé, c'est un fait reconnu soit ici, soit à Paris, au ci-devant ministère des Affaires ecclésiastiques ; les grands vicaires sont trop jeunes et n'inspirent pas assez de confiance, généralement, et surtout aux anciens curés et prêtres qui supportent mal volontiers cette supériorité juvénile ... » (Archives secrètes du Vatican, *Époque napoléonienne, France*, 5).

3. Dans une *Note sur l'état du diocèse*, anonyme et sans date, on lit : « pour que tout aille mieux, on avait imaginé d'adjoindre, aux têtes si petites qui gouvernaient déjà, la tête vive et si jeune de M. Cattet, le cadet ; cela n'a servi qu'à brouiller les cartes davantage » (Archives nationales, Paris, F¹⁹, 1904).

4. Pauline Jaricot, dans son *Mémoire* de 1834 au cardinal Lambruschini, en exposant en détail la persécution contre le « Rosaire vivant » de la part du « Conseil de l'archevêché », met en relief la situation dans laquelle se trouvent les oeuvres de l'administrateur apostolique lui-même, sous la pression autoritaire « de ces messieurs de l'archevêché », et une note qui se lit ainsi : « Mais puisque je vous ouvre aujourd'hui mon âme tout entière, je vous dirai que ce triste état de choses m'a souvent fait naître la méchante pensée que le démon de ce siècle avait peut-être placé, à Lyon, ses plus perfides batteries contre l'Église de Dieu et que, si nous étions réservés à voir un schisme en France, le *Conseil* pourrait bien en être le centre et le foyer » (Sacree Congrégation des Rites. *Écrits de Pauline Jaricot*, vol. 11, p. 56).

On ajoutera, en outre, que M. Cattet était un chaud partisan des fusions entre les congrégations religieuses qui poursuivaient des fins plus ou moins égales. Deux lettres que nous publions sont révélatrices de ce sujet. Sans aucun doute, le vicaire général Cattet entretenait les mêmes sentiments vis-à-vis la Servante de Dieu ; un des arguments, pour appuyer cette hypothèse, a été son intervention pour la fermeture de Belleville au préjudice de l'Institut dont il était le supérieur (Doc. IX, 8 et 9, p. 240-241). Au cours des dernières années de son office comme vicaire général, nous notons aussi l'attitude peu amicale qu'il a eue à l'égard du Père

François-Vincent Coindre, qui avait succédé à son frère défunt comme supérieur des Frères du Sacré-Coeur (cf. *infra*, 2).

Le caractère et la façon d'agir de M. Cattet comme supérieur de la Congrégation des Sacrés Coeurs, puis de Jésus-Marie, ont créé des difficultés à la Servante de Dieu que nous voyons presque éclipsée. Tout en conservant les titres et les droits d'une supérieure générale, Mère Saint-Ignace ne jouissait plus de cette liberté d'action qu'elle avait du vivant du Père Coindre. Le Père Mayet, religieux mariste, neveu de la Servante de Dieu, écrit à ce sujet ce qui suit : « Mais autant que je m'en suis aperçu, la Mère Ignace ne faisait jamais rien qui fut en dehors de l'ordre commun sans la permission expresse du père spirituel épiscopal de la maison, M. Cattet, vicaire général. Il me semble que j'entends encore ce mot : “ Avec la permission de M. Cattet ” » (Doc. XXV, 2, p. 487).

1

Lettre du Père André Coindre au Frère Borgia, directeur général des Frères du Sacré-Coeur, le 3 mai 1826. – De l'original conservé aux Archives générales des Frères du Sacré-Coeur, Rome.

Le document que nous présentons est un extrait de la dernière lettre du Père Coindre, parmi celles qui ont été conservées. Elle a été écrite trois semaines avant sa mort. On y voit sa préoccupation pour la Congrégation des Frères du Sacré-Coeur qu'il suit de très près, jusque dans les détails les plus minimes. La première partie concerne le vicaire général Cattet qui, à cette époque, tenta de faire fusionner les Frères du Sacré-Coeur avec ceux de Saint-Viateur, fondés par le Père Querbes, et avec ceux du bienheureux Marcellin Champagnat.

Les arguments employés par le Père Coindre dans cette lettre pour défendre l'autonomie de sa Congrégation sont, sans nul doute, les mêmes dont s'est servie la Servante de Dieu quand elle dut faire face au même problème (cf. *infra*, C, 6, p. 318-320).

Blois, le 3 mai 1826

Mon très cher Frère,

Le génie remuant de M. Cattet nous apprend la conduite que nous avons à tenir. Il est des hommes qui veulent tout défaire pour refaire à leur manière. Défions-nous d'un pareil système. On ne peut rien refaire dans la nature de ce qu'elle a produit sans une destruction totale ; et encore, on n'est pas sûr que ce qui a été réduit en poudre ne vienne de nouveau entrer dans la constitution d'une production nouvelle. Il en est de même des œuvres de la grâce. C'est bien peu

connaître les hommes et les oeuvres de Dieu que de penser à de pareilles fusions. C'est comme si l'on disait de fondre tous les ménages pour n'en faire qu'un, tous les États pour n'en faire qu'un.

D'ailleurs, s'ils sont contents, que faut-il de plus ? On ne nous tracassera pas, je le pense bien, sans doute, parce qu'on ne gêne personne.

Il est absolument inutile d'aller à Monistrol pour prendre l'habit, puisqu'on pourrait le donner à Lyon, sans cérémonie, au besoin. Et d'ailleurs, comme on avait accordé cette permission d'une manière générale, qu'on ne nous a pas signifié de ne plus nous en servir ; que d'ailleurs on sait bien que les Frères le portent ; qu'on ne le défend pas ; qu'aucun statut ne le défend ; que le gouvernement laisse habiller chacun comme il veut pourvu que ce ne soit l'habit d'un institut autorisé ; que d'ailleurs, s'il y avait difficulté pour un prêtre de le donner, il n'y en aurait point pour vous ; que d'ailleurs les Frères des Écoles chrétiennes le donnent bien sans qu'aucun prêtre y préside sans en avertir même l'Ordinaire, je ne vois pas de nécessité de demander cette permission chaque fois, la première me paraît suffire jusqu'à ce qu'on la défende.

Quant aux vœux, il pourrait y avoir des difficultés. Quoique qui que ce soit puisse faire un vœu à Dieu d'une chose bonne et meilleure que si elle restait dans l'état ordinaire ; quoique ce vœu oblige également en conscience, celui qui le recevrait publiquement et sans autorisation pourrait être désavoué si celui qui les fait se plaignait, s'il venait à changer de disposition, s'il voulait être apostat. Alors, il convient qu'on les fasse sur un territoire où l'on a l'autorisation, et tout est mieux en règle. Mais la prise d'habit n'emportant avec elle qu'une cérémonie sans autre obligation que d'y être fidèle tant qu'on le portera, alors il n'y a plus les mêmes difficultés.

Gardez ceci pour vous en le communiquant au Père aumônier. Du reste, M. Cholleton étant chargé des communautés, M. Cattet, seulement des petites œuvres, il me semble que ce qui vous regarde serait plus du ressort de M. Cholleton. Du reste, je pense que j'aurai une explication avec M. Cattet quand j'irai en vacances.

Je ne doute pas que le Frère Chrysostome ne fasse souffrir le Frère Bernard. Mais je sais bien aussi que le Frère Bernard a parfois un ton sec qui n'aura sans

doute pas fait plaisir à M. le Curé, si c'est lui qui a porté des plaintes à Monseigneur. Quant au Frère Stanislas, je consens bien qu'il soit à Lyon, si vous le trouvez bon. Le Frère Bernard a bien besoin de lire et relire les règles de conduite que j'envoyai à nos Dames de Fourvière et qui sont pour tous les directeurs. Méditez-les bien et tâchez de même de les mettre en pratique. Plus vous aurez d'expérience, plus vous en sentirez la vérité.

Nos établissements ...

Votre Père, Coindre

2

Lettre du Père François-Vincent Coindre à Mgr de Pins, administrateur apostolique de Lyon, le 11 mai 1838. – D'après l'original conservé aux A. A. Lyon.

François-Vincent Coindre, frère du Père André Coindre, plus jeune que lui et prêtre comme lui (Doc. IV, 2, note 78, p. 170), fut durant plusieurs années chapelain de la *Providence* de Fourvière et succéda au Père André Coindre comme supérieur des Frères du Sacré-Coeur. Dans l'exercice de cette charge, il rencontra des difficultés variées avec le vicaire général Cattet ; ces difficultés le poussèrent à écrire la lettre que nous publions ici. Il se confie à Mgr de Pins et lui demande sa protection contre les attaques de M. Cattet, dont il souffrait depuis plus de dix ans. Cette période de temps coïncide avec celle où le vicaire Cattet était le supérieur de la Congrégation des Sacrés Coeurs (Jésus-Marie). Il est donc logique de penser que la Servante de Dieu se soit trouvée dans la même situation exposée ici par le Père Vincent Coindre.

Les Chartreux, ce 11 mai 1838

Monseigneur,

Tenant avant tout à votre bienveillance et à l'intérêt que vous m'avez toujours montré, et voyant que par des suppositions qui ont quelque vraisemblance, M. Cattet finirait par me faire perdre l'une et l'autre, et c'est après avoir souffert depuis plus de dix ans de sa part que je désirerais, si cela est possible, soumettre à Votre Grandeur les différends qui existent entre lui et moi, et qui le mettent dans le cas de publier partout, et à qui veut l'entendre, que je ne suis qu'un *injuste* et un *tracassier* : de pareils bruits me seraient encore égaux, venant de sa part, s'ils n'attaquaient que moi seul personnellement et si on ne les faisait déverser sur une oeuvre à laquelle je tiens plus qu'à moi-même ; mais, hélas, il

n'en est point ainsi, il semble qu'il faut détruire ! Et des propos, qui ne tendent rien moins qu'à cela, se publient et se répètent, sortant de la bouche de ceux qui devraient être des modèles de prudence et de discrétion ; il a fallu en arriver là pour me permettre de me plaindre. Mais connaissant votre bonté, je vais à vous comme un enfant docile va auprès de son père lui confier ses peines, se tenant en quelque sorte pour satisfait dès l'instant qu'il les aura déposées dans son sein ; si cette dernière grâce ne m'est pas accordée, au moins je vous supplie de me conserver la dernière place dans votre cœur pour que, si vous m'oubliez ailleurs, vous ne m'oubliiez pas dans vos ferventes prières et saints Sacrifices et que, par là, j'obtienne cette résignation aux souffrances si nécessaires à un ministre d'un Dieu souffrant.

Agréez l'assurance du plus profond respect de celui qui a l'honneur d'être, de
Votre Grandeur,

le très humble et très obéissant serviteur,
Vincent Coindre, p. m.

P.S. Si Votre Grandeur veut me donner audience, elle voudra bien m'écrire par la petite poste aux Chartreux.

C

DIRECTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA CONGRÉGATION

La documentation relative au développement et à la vie de la Congrégation, si l'on excepte les fondations de Lyon, de Belleville, de Monistrol et du Puy, est plutôt rare et fragmentaire. Les détails recueillis ici servent à illustrer davantage le zèle de la Servante de Dieu, à défendre son œuvre et à promouvoir le bien spirituel des religieuses et des élèves. Ils nous renseignent aussi, de quelque façon, sur l'état de la Congrégation vers la fin de la vie de la Fondatrice.

1

Extraits des lettres du Père Coindre au Frère Borgia des Frères du Sacré-Coeur, 1821-1826. – Des originaux conservés aux Archives des Frères du Sacré-Coeur, Rome.

Les lettres adressées par le Père Coindre à la Servante de Dieu et à d'autres religieuses de la Congrégation sont disparues ; on n'en connaît que deux dont le texte paraît dans l'*Histoire* (Doc. XXVII, p. 560-563, 571).

Les Frères du Sacré-Coeur possèdent vingt-trois lettres du Père Coindre ; vingt sont adressées au Frère Borgia, directeur général ; deux au Frère Bernard, économiste général, et une au Frère Louis, directeur de la maison de Pradelles.

Ces lettres nous révèlent clairement l'activité apostolique incessante du Père Coindre et sa préoccupation constante pour les problèmes des Frères, même les plus petits. On y entrevoit également la bonne marche de la Congrégation des religieuses sous le gouvernement de la Servante de Dieu, qui recourt fréquemment au Père Coindre et avec lequel elle collabore pour la rédaction définitive des Règles.

Parmi les lettres adressées au Frère Borgia, il y en a huit où il fait allusion à Mère Saint-Ignace ; nous publions des extraits de six de ces lettres qui contiennent quelques détails concernant directement la Servante de Dieu.

a)

Anse, le 10 janvier 1822

Le Père Coindre aidait le Frère directeur de ses avis quant au gouvernement de la Congrégation et il l'encourageait dans les difficultés. Dans un des derniers alinéas, on note sa satisfaction pour le bon esprit de la Communauté de la Servante de Dieu qu'il propose en exemple aux Frères.

Que les Frères soient très unis entre eux, qu'ils soient des saints, qu'ils mettent le même zèle à leur œuvre que les pères de famille mettent lorsqu'ils sont établis ; je réponds d'eux et, pour preuve, je leur offre l'exemple de Fourvière.

b)

St-Arcon-près-Pradelles, Haute-Loire, le 29 avril 1823.

Voici un longue lettre où le Père Coindre donne des conseils minutieux au Frère directeur et le console dans ses peines. Dans le paragraphe que nous transcrivons, nous lisons que la Servante de Dieu correspondait fréquemment avec le Père Coindre pour lui demander conseils et permissions.

Faites-moi part de vos petites peines. Je pourrais vous écrire pour les dissiper et vous donner des conseils. La Mère Saint-Ignace est bien plus souvent à ma porte que vous. Elle trouve toujours de quoi demander et moi, de quoi lui répondre. J'en ferai de même quand vous m'ouvrirez votre coeur et celui de nos Frères.

c)

Tence, près d'Yssingeaux, le 11 septembre 1823.

Conseils aux Frères pour gouverner et diriger les élèves ; nouvelles de la mission. Cette lettre nous révèle, en outre, l'appel à la Servante de Dieu à fonder une Providence à Ste-Sigolène. Cette fondation a été empêchée de se faire parce qu'un incendie a détruit l'établissement construit à cet effet.

M. le curé de Ste-Sigolène vient d'avoir la douleur de voir consumer par les flammes et réduite en un monceau de cendres la maison qu'il avait fait faire pour la petite Providence et où il voulait appeler quelques-unes de nos Soeurs. Faites connaître ce malheur à nos Dames de Fourvière et qu'elles prennent bien leurs précautions.

d)

Monistrol, le 24 avril 1824.

Dans cette lettre, le Père Coindre donne de nombreux avis sur la vocation pour les Frères. Des dernières lignes que nous transcrivons, nous voyons qu'il travaillait, à ce moment, en collaboration avec la Servante de Dieu, à la rédaction des Règles qui devaient être définitives.

J'envoie à nos Dames de Fourvière plusieurs articles de leurs Règles qui vous serviront un jour. Faites-les-leur passer tout de suite.

e)

Blois, le 25 février 1826.

Dans cette longue lettre, le Père Coindre s'occupe des Frères dans les menus détails ; de plus, il donne au maître des novices des normes spéciales dont un bon nombre se retrouvent dans les Règles de la Servante de Dieu, lesquelles furent approuvées en 1838 (Doc. XIX, p. 412). Dans le paragraphe que nous transcrivons, le Père parle aussi d'une lettre envoyée à un des Frères qui doute de sa vocation.

Je vous envoie une lettre pour le Frère Louis. Copiez-la. Retranchez ce qu'il y a de personnel pour lui et mettez pour titre : Lettre de notre Père à un Frère qui serait tenté de perdre sa vocation. Quand vous l'aurez écrite ainsi, vous l'enverrez à nos différents établissements. Vous en donnerez un exemplaire à Fourvière ; ce que je dis pour un Frère peut servir également aux Soeurs, voire à leurs

élèves et aux vôtres, avec les modifications convenables, car c'est le germe de toute la doctrine du salut. Tout à vous, L. J. Coindre

f)

Blois, le 3 mai 1826.

La première partie de cette lettre traite de la tentative de fusion des Frères avec une autre congrégation entreprise par le vicaire général Cattet. Dans le paragraphe transcrit ici, nous voyons encore le Père Coindre attentif à la rédaction des Règles de la Communauté de Fourvière.

Le Frère Bernard a bien besoin de lire et relire les règles de conduite que j'envoyais à nos Dames de Fourvière et qui sont pour tous les directeurs. Méditez-les bien et tâchez de même de les mettre en pratique. Plus vous aurez d'expérience, plus vous en sentirez la vérité.

2

Extraits de quelques lettres de l'abbé G. M. Mioland concernant les activités de la Servante de Dieu, Lyon 1824. – De l'original conservé aux Archives des Missionnaires des Chartreux, Lyon.

L'abbé G. M. Mioland (Doc. IV, 2, note 34, p. 119) était un bon ami du Père Coindre, de Mère Saint-Ignace et de sa famille, comme le prouvent les lettres conservées dans l'original et dont nous publions quelques extraits qui concernent la Servante de Dieu.

a)

Extraits de la lettre de l'abbé G. M. Mioland à l'abbé Ballet, Lyon, le 12 avril 1824.

En 1824, un événement important pour le diocèse se produisit à Lyon : l'arrivée d'un administrateur apostolique qui devait gouverner le diocèse en l'absence forcée du titulaire. Les démarches avaient été longues et difficiles. Mgr de Pins fit son entrée à Lyon le 18 février ; il fut reçu avec les honneurs dus à un envoyé du Souverain Pontife, même si une partie du clergé et de la population mirent en doute l'autorité d'un administrateur quand vivait encore le titulaire. M. Mioland, supérieur des Missionnaires des Chartreux, fut le premier à donner le bon exemple ; le lendemain de l'entrée solennelle de Mgr de Pins, il s'empressa de lui présenter l'hommage de son obéissance et de celle de ses Missionnaires. La Servante de Dieu agit dans le même esprit et, le 2 mars, 12 jours après l'intronisation de l'administrateur

apostolique, eut lieu à la Maison mère la première cérémonie de prise d'habit et de profession « avec l'autorisation de Mgr de Pins », comme le démontre le Registre de la Congrégation. L'extrait de la lettre que nous reproduisons nous dit que Mère Saint-Ignace invita également le Prélat à donner la première communion aux enfants ; cette cérémonie eut lieu après quelques délais imposés par les circonstances, le 21 juin.

Joseph-Marie Ballet, encore sous-diacre, fut l'un des premiers membres de la Société des Missionnaires des Chartreux, en 1816 (A. M. ODIN, *Les Chartreux à Lyon*, Lyon 1937, p. 63-64). Il prêcha pendant plusieurs années avec le Père Coindre et sous sa direction. Il fut en relation avec la Servante de Dieu et sa Congrégation, sa signature se lit à diverses reprises dans les registres. Par la suite, il fut chanoine et vicaire général à Avignon, tout en demeurant missionnaire.

Monseigneur a été enchanté de Verrières ... il va faire bâtir à l'Argentière deux ailes vastes pour salles d'étude, de récréation, dortoir et réfectoire ; bâtir à Alix, bâtir partout. Je crains que trop de projets ne s'éventent, il y a toujours inconvénient à ne pas faire ce qu'on a promis ; cependant, tout pourra se faire et non sans besoin. Monseigneur va, ce matin, faire la première communion chez M^{lle} Thévenet, à Fourvière.

b)

Extraits de la lettre de l'abbé G. M. Mioland à l'abbé G. M. Ballet, Lyon, le 16 avril 1824.

Quatre jours après la lettre précédente, M. Mioland écrit de nouveau à M. Ballet. De l'extrait que nous publions, on apprend que la première communion des élèves de Fourvière a été retardée par suite d'un empêchement de Mgr de Pins.

Soyez sûr que le Prélat n'eut pas pu tenir une promesse qui l'eût tant gêné ; il commence à voir que sa bonté l'entraîne à promettre au-dessus de ses forces. Lundi, il devait aller à Fourvière pour la première communion, un gros rhume lui fit remettre à mardi. Mardi, il fallut faire dire qu'il ne monterait pas, voyez l'embarras de M^{me} Thévenet. Samedi, il avait promis d'aller bénir l'église des Trappistes, à l'instant de partir, il ne le put ; il envoya M. Cholleton qui trouva grande réunion et tout le monde fort mécontent de ne voir que lui.

3

Sollicitude de la Fondatrice pour le bien spirituel des religieuses.

Nous présentons ici trois initiatives de la Servante de Dieu qui nous révèlent quelques traits de sa spiritualité : a) la dévotion mariale ; b) l'amour de la vie religieuse ; c) la dévotion à la sainte Famille.

a)

Lettre de Mère Saint-André à Élisabeth Mayet, Lyon, le 2 septembre 1828. – De l'original conservé aux A. G. Rome.

En donnant des nouvelles de la maison à Élisabeth Mayet, Mère Saint-André lui fait surtout part de la dévotion de la Communauté envers la Vierge, en lui racontant la cérémonie d'ouverture du mois de Marie. Cette lettre, longue et affectueuse, est une preuve des relations familières de Mère Saint-André avec la nièce de la Fondatrice.

L. s. J. C.

Lyon, le 2 septembre 1828

Ma bien chère Élisabeth,

Serez-vous étonnée, ma bonne petite, en recevant ma lettre ? Je vous devance à coup sûr. Vous ne vous seriez pas attendue à pareille chose de ma paresse, mais de mon cœur ... Si je vous faisais ma confession, si je vous disais que vous m'avez donné une grosse distraction dimanche soir pendant le salut, que penseriez-vous ? Eh bien, oui, l'idée de vous écrire s'est présentée à ma pensée pendant que j'étais aux pieds du saint Sacrement. Il m'est venu en pensée de vous faire part de la cérémonie que nous avons eue ce jour-là.

Vous avez peut-être entendu dire que nous avons l'intention de faire le mois de Marie dans le mois de septembre. Nous l'avons ouvert dimanche soir. Il faut que je vous donne quelques détails à ce sujet. Je vais vous initier dans nos petits secrets. C'est bien entendu que c'est entre nous deux, vous me l'avez promis et j'ai en vous la plus grande confiance, s'entend, en votre discrétion. Je pique votre curiosité. Vous ne vous doutez pas de ce que vous allez apprendre après un si long préambule; calmez votre empressement, ma chère enfant, voilà ce dont il est question. Vous savez très bien que l'hommage de nos prières est bien peu

de chose devant Dieu si nous n'y joignons la pratique des vertus. C'est pour cela que nous avons pris, chacune, la résolution de nous appliquer à la pratique d'une vertu, et après avoir choisi les fleurs qui en étaient les emblèmes, nous en avons fait un bouquet que nous avons déposé aux pieds de la Sainte Vierge. Plusieurs Soeurs avaient choisi une vertu à laquelle nous avons donné la cloche pour emblème, de sorte qu'il nous a été facile d'en former une grande guirlande dont la Sainte Vierge était tout entourée. Chacune aimait à considérer sa fleur et à la présenter à Marie, en lui offrant, en même temps, le désir que nous avions toutes de l'honorer par des vertus que nous n'avons encore qu'en espérance. Comme nous avons chanté de bon cœur et de toutes nos forces les jolis cantiques que vous connaissez et que vous avez si souvent chantés avec nous ! Eh bien, pour en finir par où j'ai commencé, c'est au milieu de cette touchante cérémonie que le souvenir de toutes mes chères petites s'est présenté à ma mémoire. Vous comprenez qu'il m'était impossible de les oublier en si bonne circonstance ; et ma chère Élisabeth aurait-elle été oubliée ? Oh ! non, non, elle aime trop le bon Dieu pour que je ne l'aime pas de tout mon cœur. Oui, elle sera toujours l'enfant chérie de Dieu et, conséquemment, ma bien-aimée petite fille.

Je vous ai quittée, ma chère Élisabeth, pour aller faire la recommandation de l'âme à cette pauvre Mère Xavier. On est venu me chercher de sa part, je suis accourue avec ma bonne sainte Thérèse. Elle avait tant de peine à s'exprimer que je n'ai pas pu comprendre ce qu'elle m'a dit, mais je savais qu'elle venait de demander à Soeur Saint-Vincent que je vienne prier vers son lit. Nous nous sommes vite mises à prier le bon Dieu ; ah ! c'était bien de tout notre cœur ! J'ai fait venir une quinzaine de Soeurs ; nous étions toutes à genoux au pied de son lit. Cette bien-aimée Soeur, après avoir été trois quarts d'heure en agonie, s'est endormie dans le Coeur de Jésus. Oui, nous avons tout lieu de croire que sa mort a été précieuse devant Dieu ; puissions-nous avoir la grâce de mourir aussi tranquillement ou plutôt aussi saintement.

Vous êtes sûrement bien inquiète de notre Mère. Sans doute, nous avons eu toutes un sacrifice à faire des plus pénibles, mais le bon Dieu est notre soutien. La divine Providence a permis que notre Mère et M^{me} Stanislas ne se trouvent ici, ni l'une ni l'autre. Elles étaient sorties de la maison depuis le matin sans se douter de ce qui devait arriver le soir. Notre Mère était allée chez votre chère maman

pour avoir le plaisir de passer quelques instants avec elle avant de partir pour Belleville ; le lendemain, elles devaient prendre la voiture, mais il y a eu un contordre et elles sont revenues le soir.

La santé de notre Mère est toujours à peu près la même ; quant à nous, nous nous portons toujours trop bien.

Vous sentez bien que mon cœur me ferait de trop gros reproches si je ne vous disais rien pour votre bonne sœur, M^{me} Nicod ; je l'aime de toute mon âme. Ne lui dites pas que je me sers de cette expression, je soulage mon cœur en vous le confiant. Dites-lui mille jolies choses pour moi, vous n'en sauriez trop dire à cette bonne sœur, du moins pour lui exprimer tout ce que je sens pour elle. J'attends bientôt une lettre de vous, ma petite amie. Notre Mère vous écrira un de ces jours, elle vous embrasse de tout son cœur.

Marie André

b)

Rescrit de la Sacrée Congrégation des Indulgences, 1829. – De l'original conservé dans les Archives secrètes du Vatican : Rescrits de la Sacrée Congrégation des Indulgences et des saintes Reliques, 1829, 3, n° 294.

Un document de 1829 nous prouve la sollicitude de la Servante de Dieu pour procurer le meilleur bien spirituel à ses religieuses ainsi qu'aux personnes qui lui sont confiées.

Le 12 novembre 1829, elle sollicite de S. S. Pie VIII une indulgence plénière en faveur des religieuses et des personnes qui habitent la maison, si, aux jours de profession et de rénovation des vœux, elles reçoivent la sainte communion dans la chapelle de la Maison mère de Lyon.

Nous présentons : *aa*) la pétition de la Servante de Dieu en même temps que la recommandation signée par le vicaire général Cattet ; *bb*) le rescrit daté du 27 novembre 1829, avec la concession accordée pour 20 ans.

aa)

À Notre Très Saint Père Pie VIII heureusement régnant, Rome.

Très Saint Père,

Les supérieures des religieuses connues sous le nom de Religieuses des Sacrés Coeurs de Jésus et de Marie, vivant dans la ville et le diocèse de Lyon, avec l'autorisation de l'Ordinaire, humblement prosternées aux pieds de Votre

Sainteté, implorent Votre Clémence d'accorder aux religieuses et aux personnes vivant au monastère de Lyon, une indulgence plénière aux jours de profession des moniales et à la rénovation de leurs vœux.

Nous, soussigné, Vicaire général du diocèse de Lyon, attestons que la pétition ci-dessus est véridique. Également prosterné aux pieds de Votre Sainteté, nous vous supplions humblement de bien vouloir accorder cette grâce, afin de promouvoir la prière de louange et d'augmenter la ferveur des moniales et des fidèles.

Lyon, 12 novembre 1829

Cattet, vicaire général

L. S.

bb)

De l'audience du Très Saint Père

Notre Très Saint Père accorde gracieusement à toutes les religieuses et à ceux qui vivent dans ledit couvent, si, étant très repentants de leurs péchés, s'étant confessés et ayant dévotement reçu la sainte communion, ils visitent la chapelle du couvent concerné dans la pétition et y font une prière, qu'ils puissent gagner une indulgence plénière les jours de profession religieuse célébrée dans le même couvent. Il accorde aussi aux moniales de pouvoir gagner une indulgence plénière le jour anniversaire de la rénovation de leurs vœux, aux conditions mentionnées plus haut, pourvu qu'elles soient dans les dispositions requises et qu'elles fassent une prière dans la chapelle. Valide pour 20 ans, etc.

Datée du 27 novembre 1829.

[Attergato]

Sa Sainteté le Pape Pie VIII.

Lyon – Audience du 27 novembre 1829.

Rescrit gracieusement accordé pour vingt ans.

Pour le soussigné pétitionnaire du diocèse de Lyon.

Cav^c de Rossi.

c)

Érection de la Confraternité de la Sainte Famille, 1834. – De l'original conservé aux A. G. Rome.

La Servante de Dieu, toujours zélée pour le bien spirituel des âmes, surtout de celles qui lui étaient confiées, par l'intermédiaire du chapelain G. Rey (Doc. XXVII, p. 593-602), sollicite de Mgr de Pins, administrateur apostolique du diocèse de Lyon, l'érection de la Confrérie de la Sainte Famille en la chapelle de la *Providence*. Mgr de Pins reçoit favorablement cette pétition et, le 24 mars 1834, octroie la permission comme le démontre le document que nous présentons et qui est signé par le vicaire général Cattet.

Nous, Jean-Paul Gaston de Pins, par la miséricorde divine et la grâce du Saint-Siège, archevêque d'Amasie, administrateur apostolique du diocèse de Lyon et Vienne,

Vu la requête de M. l'aumônier de la *Providence* de Fourvière tendant à obtenir l'érection de la Confrérie de la Sainte Famille dans l'église de cette communauté,

En vertu du bref que Sa Sainteté a daigné nous adresser le 9 juillet 1824,

Instituons à perpétuité dans ladite église la Confrérie de la Sainte Famille avec toutes les indulgences que les Souverains Pontifes y ont attachées.

Donné à Lyon, le 24 mars 1834.

Cattet, v.g.

L. S.
archevêché
de
Lyon

4

Détails statistiques sur le développement de la Congrégation

a) Monistrol

Statistiques de la communauté de Monistrol, 1824. – De l'original conservé aux Archives départementales du Puy (Haute-Loire), V, 3.

N'ayant pu recueillir des notes détaillées sur le début et les activités de la fondation de Monistrol qui a eu lieu en 1822, nous présentons deux statistiques qui nous montrent l'évolution de l'œuvre de la Servante de Dieu jusqu'à la fin de 1824.

1) Quand la Communauté s'établit à Monistrol, tout d'abord les religieuses s'occupent de la garde-robe et de l'infirmerie du collège des Missionnaires (cf. *Prospectus*, Archives du Petit Séminaire, Yssingeaux, Haute-Loire, 1822) ; le 10 janvier 1824, date de cette statistique, la communauté n'avait pas encore d'école.

2) En se basant sur la deuxième statistique, certainement faite vers la fin de 1824, nous pouvons croire que, au cours du premier trimestre scolaire, une école fonctionne avec 30 élèves reçues à titre gratuit et 100 autres pensionnaires et externes à titre payant ; le personnel religieux de la communauté avait augmenté en nombre.¹

1)

Tableau des Communautés religieuses de femmes qui dépendent d'un chef-lieu et d'une supérieure générale présentant :

1. celles qui ont demandé à être reconnues par la Loi.
2. celles qui n'ont formulé aucune demande.

Noms de la Congrégation	Lieu de son établissement	Nom de la Communauté	Nombre des membres		
			Professes	Novices	Postulantes
Dames des SS.C. de Jésus et de Marie	Monistrol	Dames des SS.C. de Jésus et de Marie	8	6	6

¹ Dans les mêmes archives, se trouve une autre statistique non datée qui se réfère à 1823. Elle diffère quelque peu de celle-ci, mais les données sont identiques.

Cette maison vient de s'établir, elle n'a pas encore commencé à recevoir des élèves ; elle se soutient par la Maison chef-lieu de Lyon.

Yssingeaux, le 10 janvier 1824.

2)

Tableau des Communautés religieuses de femmes qui dépendent d'un chef-lieu et d'une supérieure général présentant :

1. celles qui ont demandé à être reconnues par la Loi.
2. celles qui n'ont formulé aucune demande.

Noms de la Congrégation	Lieu de son établissement	Nom de la Communauté	Nombre des membres qui résident				Nombre des élèves	
			Prof.	Novices	Postul.	Srs conv.	Él. grat.	Él. pay.
Dames des SS.C. de Jésus et de Marie	Monistrol	SS.C. de Jésus et de Marie	9	3	6	2	30	100

Sous-préfecture d'Yssingeaux
Yssingeaux, 1824

b) Lyon et Belleville

aa)

Statistiques des maisons de Lyon et de Belleville, 1831. – De l'original conservé aux A. D. Lyon, V, 257.

La statistique du 14 janvier 1832, que nous reproduisons ici, se réfère à la situation du 1^{er} décembre 1831. On y note, comme conséquence de la révolution de novembre 1831 à Lyon, une diminution des effectifs des novices et des pensionnaires, alors que le nombre des orphelines se maintient à peu près à son niveau le plus élevé.

Quant à la maison de Belleville, la statistique confirme la fermeture du pensionnat et le fonctionnement ininterrompu de l'externat gratuit (Doc. IX, 1, p. 217).

État général des Communautés religieuses de femmes
Situation au 1^{er} décembre 1831

Nom des communes où sont établies des religieuses	Nombre d'établissements	Dénomination des Institutions	Les religieuses sont-elles			
			Hos.	Hos. et Ens.	Ens.	Cont.
Lyon	1	SS. Coeurs de			oui	
Belleville	1	Jésus et Marie			oui	

	Com ^{tés} indép. d'une sup. g.	Chef-lieu de la Congrégation	Nombre des rel.				Nombre d'élèves	
			P.	C.	P.	N.	Grat.	Pay.
Lyon		Lyon	8	16	1	2	70	10 (a)
Belleville			3	8			60	(b)

a) C'est une Providence d'orphelines toutes à domicile, auxquelles on enseigne des états tels que la fabrication des étoffes de soie et le dévidage ;

b) Soixante externes pauvres, instruites gratuitement.

Le présent tableau certifié par nous est conforme aux indications qui nous ont été transmises par les Communautés ci-dessus dénommées.

Lyon, le 14 janvier 1832

Le maire de la ville de Lyon, membre de la Chambre des députés.

Signé, Prunelle

bb)

Liste de la communauté de la Maison mère, écrite de la main de la Servante de Dieu, Lyon, le 9 novembre 1832. – De l'original conservé aux A. G. Rome.

Dans le premier Livre de caisse de la Congrégation, commencé le 15 octobre 1819 et terminé le 2 mars 1831, la Servante de Dieu donne, en dernière page, le 9 novembre 1832, la liste des membres de la communauté de Lyon et du personnel de la maison : 126 personnes étaient présentes.

1832, le 9 novembre

Noms des Soeurs qui ont fait voeu de stabilité, qui sont dans la Maison mère	Nom des Soeurs qui ont fait des voeux perpétuels et à temps	Soeurs grises	Novices	Prétendantes	Filles du jardin et cuisine
Marie Ignace	M. St-Paul	St-Georges	Ste-Hélène	Rosine	Marie Decombe
Marie André	St-Augustin	St-Joseph	St-Xavier	Mlle Limozin	Catherine
M. St-François	St-Bernard	St-Jérôme	Ste-Madeleine	Marguerite	Louise
M. Gonzague	M. Régis		St-Germain	Marion	Poccaton
M. Thérèse	M. St-Rémi			Cristine	Annette
Ste-Marie	M. Élisabeth				
M. St-Stanislas	M. St-Philippe				
M. St-Simon	M. St-Esprit				
M. Dominique	M. St-Charles				
M. Polycarpe	M. Félix				
M. Ste-Antonine	M. Maurice				
M. Scholastique	M. Irénée				
M. St-François	M. Bernard				
M. Ursule	M. Grégoire				
	M. Victoire				
	M. Claire				

Soeurs	30	filles du jardinier	5
grises	3	pensionnaires	12
novices	4	enfants	64
prétendantes	5	...	3
			<hr/>
		total	126

c) La Maison mère

Deux comptes-rendus extraits du Registre II de la Congrégation, Lyon, les 19 février et 2 mars 1836. – De l'original conservé aux A.G. Rome.

Nous avons vu dans la synthèse du Registre III (Doc. XVI, A, *intr.*, p. 275-278) les événements principaux de la Maison mère entre 1823 et 1834 ; nous présentons ici quelques notes qui concernent l'année 1836, dernière année de la vie de la Servante de Dieu.

Le 30 janvier 1836, Mère Saint-Gonzague, conseillère générale, meurt à Lyon. Elle était l'une des premières compagnes de la Servante de Dieu (Doc. XI, *intr.*, p. 251). Des comptes-rendus que nous transcrivons, nous apprenons que Mère Saint-Régis remplace la défunte, assumant les charges qui avaient été les siennes.

Plusieurs lettres de famille nous informent de la maladie de la Servante de Dieu à cette époque. Le 8 mars, M^{me} Mayet écrivait à sa fille Emma : « J'ai aussi été voir ta tante qui va un peu mieux sans être bien ; elle te fait mille amitiés. » Le 7 juin, elle écrit de nouveau : « Ma sœur va mieux, j'y suis montée hier matin (fête de saint Claude) avec Élisabeth, car tu penses bien que je ne sors pas l'après-midi. Elle m'a demandé beaucoup de vos nouvelles à tous et chargée de vous faire mille amitiés. »

Ces nouvelles sont conformes aux comptes-rendus a) et b) que nous reproduisons. Le premier ne la nomme pas et le contenu du second nous autorise à supposer que son vote avait été recueilli, alors qu'elle n'assistait pas à la réunion présidée par le supérieur ecclésiastique, le vicaire général Cattet.

Mère Saint-Régis (Marguerite-Augustine Viscomte), fille de Georges et de Madeleine Reymond, née en 1803, au Puy (Haute-Loire), entre dans la Congrégation le 20 juin 1826, fait profession le 2 mai 1830 et meurt à Lyon le 29 novembre 1840.

a)

L'an 1836, le 19 février, nous, soussignées, membres du Conseil général de la Congrégation des Sœurs des SS. Cœurs de Jésus et de Marie, ayant suivi le mode de nos Constitutions pour l'élection des Soeurs vocales, avons admis à ce rang notre très chère Sœur St¹ Marie Saint-Régis, née Viscomte. Elle aura dès aujourd'hui le droit de délibérer dans nos assemblées capitulaires, et d'avoir voix active et passive dans les élections, en foi de quoi nous avons signé.

Lyon, le 19 février 1836.

Marie Saint-André

1 St est en trop.

b)

L'an 1836, le 2 mars, nous, soussignées, capitulairement assemblées, après avoir recueilli les voix des Mères Saint-Ignace, Saint-André, Saint-François, Sainte-Thérèse, Saint-Bruno, Saint-Ambroise, notre très honoré Père supérieur M. Cattet, vicaire général, ayant bien voulu dépouiller le scrutin, nous avons reconnu que notre très chère Sœur Saint-Régis, née Viscomte, a été nommée, à l'unanimité des suffrages, à la charge d'assistante générale, en foi de quoi nous avons signé.

Cattet, v. g.

5

Notes au sujet des comptes de M. Saint-Borgia, gérés par la Servante de Dieu, Lyon, 1830-1831, 1832. – De l'original conservé aux A. G. Rome.

Aux A. G. Rome, on conserve l'original de ces notes écrites presque entièrement de la main de la Servante de Dieu, dans les années 1830, 1831, 1832. Françoise Blanc, épouse Ferrand, et sa fille Julie, dont on parle dans cette note, sont respectivement Mère Saint-Borgia et Mère Saint-Paul (Doc. XI, *intr.* p. 251 et XVI, A, 8, p. 288). Durant ces années, Mère Saint-Borgia était supérieure de la maison du Puy et la Servante de Dieu avait assumé la responsabilité de l'administration de ses biens. Ces notes témoignent de la précision avec laquelle M. Saint-Ignace traitait les affaires financières, inscrivant avec les versements tous les détails qu'elle voyait utiles pour l'accomplissement exact de ses obligations. Ces notes nous montrent aussi son obéissance, par exemple, là où elle charge ses héritiers de consulter le supérieur et d'agir selon les décisions de ce dernier, s'il y avait des difficultés au sujet de l'une ou l'autre de leurs décisions.

Aux A. G. Rome, en plus de ces notes et des lettres de Sœur Marie-Joséphine de la Rochette, on en conserve d'autres comme celles de l'abbé Bonnet, curé de Malavellette (Haute-Loire), concernant la succession de Sœur Saint-Jérôme (Henriette-Claire Brouillat) et celles de l'abbé F. J. Silvent, curé de Châtenay (Isère), qui traite de la succession de Sœur Saint-Maurice (Marie Pocatton). Toutes ces lettres reflètent ces mêmes qualités de la Servante de Dieu.

2000 Envoyé au juge de paix de Vitri sur Marne, deux mille francs pour être distribués aux héritiers de veuve Benoît, née Paquet, décédée le 19 septembre 1829, aux environs de Vitri ; lesdits deux mille francs doivent être distribués selon la part que veuve Paquet avait donnée à ses héritiers dans son testament.

- 500 À femme Pierrette Gosselin, née Nété, cinq cents francs ; son mari est horloger à Paris.
- 500 À femme Lebon, née Rose Nété, cinq cents francs.
- 500 Aux enfants Nété dont le père est mort aux environs de Vitri, cinq cents francs.
- 1800 Aux héritiers de feu Benoît demeurant, en 1829, Grande Côte près de la rue Vieille Monaie, mille huit cents francs.
- 370 À M. Berger demeurant, en 1810, sur le quai du Rhône, trois cent
5670 soixante-dix francs.
- 40 M. Villard demeurant, en 1810, rue Mercière, quarante francs.
- 46 M. Pètrequin, ancien fermier à la Tête d'or y demeurant, en 1810,
5756 quarante-six francs.

J'oblige, en conscience, mes héritiers d'acquitter la somme de cinq mille sept cent cinquante-six francs, l'année de mon décès ; je déclare que ladite somme n'est pas une dette qui me regarde personnellement. C'est par Françoise Blanc, femme Ferrand, que j'ai été chargée de l'acquitter ; elle doit être prélevée sur la somme de dix-huit mille deux cents que j'ai reçue d'elle pour sa dot et celle de Julie Ferrand, sa fille.

De Fourvière, le 21 octobre 1830.

Claudine Thévenet

Dans le cas où mes héritiers fussent dans l'impossibilité de rembourser la somme de 5756 dont il est fait mention ci-devant, on consultera le supérieur de la maison et on s'en rapportera à sa décision. Sans les circonstances malheureuses où nous sommes, mon intention était de payer cette somme cette année, si je peux effectuer ce paiement (*le tout ou en partie*) avant mon décès. Je l'insérerais sur ce double qui doit rester dans mes papiers, que je veux qui ne soit connu que de mes seuls héritiers.

De Fourvière, le 21 octobre 1830.

Claudine Thévenet

Je déclare avoir payé la somme de dix-huit cents francs que je devais acquitter aux héritiers de feu Benoît demeurant, en 1829, Grande Côte des Capucins.

Fourvière, le 30 octobre 1831.

Claudine Thévenet

J'ai remis entre les mains de M^e Coste, notaire, rue Neuve, les cinq mille sept cent cinquante-six francs insérés dans ladite note qu'il s'est chargé de faire parvenir à chacun des héritiers désignés, ci-dessus, par Françoise Blanc, veuve Ferrand, dite Mère Borgia.

Mes héritiers seront parfaitement libérés de ladite somme de cinq mille sept cent cinquante-six francs.

De Fourvière, le 14 octobre 1832.

Claudine Thévenet

6

Vaines tentatives de fusionner la Congrégation de Jésus-Marie avec celle du Sacré-Coeur fondée par sainte Madeleine-Sophie Barat.

Lorsque les affaires désagréables concernant Mère Saint-Pierre et les répercussions qu'elles créèrent et qui durent être un grand sujet d'affliction pour la Servante de Dieu se furent calmées, de nouvelles préoccupations et des peines venant du Puy coïncidèrent avec les controverses suscitées par M. le curé de Belleville (Doc. IX, 5, p. 237-242).

Mère Saint-Borgia découvre qu'on tentait d'unir leur Congrégation à celle du Sacré-Coeur, fondée par sainte Madeleine-Sophie Barat, qui poursuivait des fins similaires ; elle fait part de ce péril à la Servante de Dieu.

L'*Histoire* rapportant ce fait nous fait comprendre la douleur profonde ressentie par la Servante de Dieu et toute la Communauté, surtout parce que ces tentatives se sont répétées *plusieurs fois* causant une souffrance continue à la Fondatrice et requérant de sa part un effort soutenu de vertu (cf. Doc. XXVII, *Histoire*, p. 615-616, 619).

Les attaques contre la Congrégation ne cessèrent pas avec la mort de la Servante de Dieu ; elles continuèrent en 1841, comme en témoigne une lettre de Pauline Jaricot (cf. *infra*, b). Mgr Borghi en est douloureusement surpris en constatant cette situation en 1844 (cf. *infra*, c).

Mère Saint-Ignace mène la lutte pendant sa vie (cf. *infra*, a), défendant avec humilité, prudence et fermeté, l'autonomie de sa Congrégation et pourvoit en même temps au bien des

jeunes ouvrières. « Que de peines notre digne Mère Saint-Ignace a souffertes ! Son zèle lui avait fait entreprendre cette œuvre pour les enfants pauvres et elle ne s'est point rebutée malgré les difficultés. Sa confiance était en Dieu, il la soutenait. Et sa grande âme ne faiblissait pas. » Tel fut le témoignage de Mère Saint-Pothin (Doc. XXVI, 3, a, p. 498).

Nous pouvons croire, sans témérité, que sa prière sur son lit de mort (Doc. XX, *intr.*, p. 424) et son intercession au ciel conservèrent à la Congrégation son autonomie. Cela est d'autant plus crédible que les religieuses de cette époque ignoraient les attaques de 1841 et de 1844 ; elles ne pouvaient pas défendre l'œuvre contre les dangers qui leur étaient inconnus.

« La Société du Sacré-Cœur de Jésus (Dames du Sacré-Cœur - Rome), avec laquelle on voulait fusionner la Congrégation naissante de la Servante de Dieu, voit ses débuts à Amiens au commencement du XIX^e siècle ; bientôt la Maison générale, qui se trouve actuellement à Rome, a son siège à Paris. Sainte Madeleine-Sophie Barat en est la fondatrice et la première supérieure générale. Approuvée par Léon XII, le 22 décembre 1826, par la bulle *In supremo*, elle a des Constitutions un peu modifiées le 23 mars 1851. Le but de l'Institut est l'éducation des jeunes filles de milieu aisé et l'enseignement élémentaire gratuit des enfants du peuple. Les Soeurs s'occupent également de l'œuvre des retraites pour les personnes du monde et d'autres œuvres de charité spirituelle et matérielle » (*Encyclopédie catholique*, XI, p. 863).

La Société du Sacré-Cœur avait connu un essor splendide ; elle bénéficia de l'approbation et de la bienveillance du gouvernement français et des autorités ecclésiastiques. Quand, en 1818, la Servante de Dieu commence son œuvre dans l'humble maison des Pierres-Plantées, ouvrant une *Providence* pour les pauvres ouvrières de soierie, la Congrégation du Sacré-Cœur était déjà solidement implantée dans diverses villes de la France. Elle avait ouvert un pensionnat non loin de Lyon, à la Ferrandière au diocèse de Grenoble. Plus tard, en 1827, elle fonde une deuxième maison à Lyon au pied de la colline de Fourvière. L'Institut du Sacré-Cœur, depuis ses origines, se dédie spécialement à l'éducation des classes sociales élevées. La Servante de Dieu, elle, désirait ardemment faire du bien aux âmes, à quelque classe sociale qu'elles appartiennent. Mais, à Lyon, au cours des années qui suivent la Révolution, elle constate qu'il fallait se donner aux pauvres. Elle crée donc la *Providence* dans le double but de les protéger des périls moraux de l'ambiance familiale et de la fabrique en leur donnant une formation chrétienne solide, tout en leur procurant le bien-être matériel, moyennant un travail honnête, lucratif et indépendant. Ces deux Congrégations s'adonnent donc à la formation de la jeunesse : la fondatrice de la Société du Sacré-Cœur donne la préférence aux classes élevées, et la Servante de Dieu, aux pauvres ouvrières, considérant que les pensionnats étaient un moyen d'aider la *Providence*. Lorsque, par manque de locaux, elle doit sacrifier une partie de son œuvre à Fourvière, elle décide, sans hésiter un seul instant : « Restons avec nos pauvres », et elle ferme le pensionnat (cf. Doc. XXVII, *Histoire*, p. 629).

Les fins des deux Congrégations n'étaient donc pas identiques. Quelques personnes animées des meilleures intentions, mais qui ne se rendaient pas compte de la différence essentielle des buts poursuivis par les Congrégations respectives, ont cru faire une œuvre

bienfaisante en faisant à tout prix fusionner les œuvres. Cette fusion, poursuivie avec ténacité d'un côté ou de l'autre, était cause de souffrances continuelles pour la Fondatrice : sa conscience lui imposait de défendre l'œuvre qu'elle croyait pourtant être voulue de Dieu ; en prenant cette position, elle dut s'opposer à des personnes dignes de respect et de vénération.

L'*Histoire* nous dit que les tentatives de fusion furent nombreuses. Nous pouvons préciser que cette situation angoissante commença pour la Servante de Dieu, d'abord à Lyon, par l'intervention du vicaire général Cattet après la mort du Père Coindre, en 1826. Simultanément, au Puy, tout de suite après la fondation, en 1825, Mgr de Bonald conçut la même idée qui prit corps après l'établissement des Jésuites à Vals, situé à deux kilomètres seulement du Puy, le 10 octobre 1828 (J. BURNICHON, *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle 1814-1914*, I, Paris 1914, p. 478-483). L'*Histoire* fait allusion à ce fait quand on y lit : « Comment se fit-il que des personnes remplissant dans la maison des missions de confiance conçurent la pensée de nous enlever notre autonomie ... ? » (Doc. XVII, p. 615).

À Lyon, le péril continue à être latent et ignoré par les Mères. Pauline Jaricot en parle en 1842. Le cardinal de Bonald abandonne l'idée lorsqu'il autorise la fondation en Inde, en 1842. Mais, en 1844, Mgr Borghi nous révèle que quelqu'un était intéressé à poursuivre cette initiative de fusion, déjà si souvent contrecarrée. Finalement, ces tentatives cessent lorsque l'on constate le développement inattendu de la Congrégation et surtout à la suite de l'approbation pontificale en 1847.

a)

Extrait de la délibération du Conseil archiépiscopal de Lyon, le 7 octobre 1835.
– D'après l'original conservé aux A. A. Lyon.

Le bref extrait du Registre de l'archevêché de Lyon prouve que la Servante de Dieu, en face du péril qui planait sur la Congrégation au Puy sérieusement menacée d'extinction, recourut à l'autorité ecclésiastique de Lyon pour demander conseil.

La date du document que nous présentons démontre que cette ultime attaque contre l'autonomie de la Congrégation au Puy eut lieu peu de jours avant la mort de Mère Saint-Borgia, le 22 septembre 1835 (Doc. XXVII, p. 613). La réponse de l'archevêché à la Servante de Dieu ne fut obtenue qu'à la suite de la réunion du Conseil du 7 octobre suivant.

Le péril était conjuré, même si l'on avait perdu quelques vocations. Quelques années plus tard, Mgr de Bonald, archevêque de Lyon, avoua avoir appuyé le projet de fusion de la Congrégation lorsqu'il était au Puy.

Le 7 octobre 1835

9° Il a été décidé que la supérieure du Sacré-Cœur de Fourvière est libre de rappeler ses filles de la maison du Puy, puisqu'on veut en changer l'organisation.

b)

Extrait d'une lettre de Pauline Jaricot à la Mère Prévost, Lyon, le 29 février 1841. – De la copie conservée aux Archives de la Congrégation des Rites : Écrits de Pauline Jaricot, vol. 26, p. 83.

Cette lettre de Pauline Jaricot à la Mère Prévost, et dont nous transcrivons quelques passages, ne fut écrite qu'en 1841, quatre ans après la mort de la Servante de Dieu ; néanmoins, elle intéresse directement la Cause.

La Mère Prévost, à laquelle la lettre est adressée, était supérieure de la communauté du Sacré-Cœur à la Ferrandière ; elle la gouverna pendant plus de vingt ans, tout en remplissant des charges importantes au Conseil général, comme collaboratrice principale de sainte Madeleine-Sophie Barat, en aidant à la fondation et à la fusion de diverses Communautés à Annonay, Charleville, Toulouse, Alger, Sarriá (Barcelone), Montfleury (L. BAUNARD, *Histoire de la bienheureuse Madeleine-Sophie Barat*, II, Paris 1910, p. 352). À la Ferrandière, localité voisine de Lyon, quoique dépendante du diocèse de Grenoble, la Congrégation du Sacré-Cœur avait fondé, en 1818, un pensionnat où, plus tard, Pauline Perrin fut admise. Cette jeune fille, nièce et filleule de Pauline Jaricot, fut la cause des relations de M^{lle} Jaricot avec la Mère Prévost de la Congrégation du Sacré-Cœur. Ces relations deviennent plus intimes lors des voyages de Pauline Jaricot à Rome où elle avait coutume de loger dans la maison du Sacré-Cœur, à la Trinité des Monts.

Cette lettre de Pauline a pour objet de proposer à Mère Prévost une fondation sur la colline de Fourvière ; l'œuvre devait avoir pour but l'organisation de retraites. Nous déduisons du texte que cette affaire avait été proposée antérieurement, mais que Mère Prévost n'y avait pas donné suite, donnant comme raison le manque de moyens. Dans cette lettre, Pauline Jaricot insiste ; elle explique toutes les démarches qu'elle a déjà entreprises à cet effet. Avec sa sœur, M^{me} Perrin, elle a rendu visite à Mgr de Bonald qui était favorable au projet d'une maison de retraites, en autant que les religieuses du Sacré-Cœur voudraient bien en assumer la direction. Pauline Jaricot a même cherché une maison appropriée à ce but ; elle a proposé à Mère Prévost diverses solutions pour acquérir ou plutôt louer une propriété contiguë à la sienne, offrant de lui procurer

quelques facilités. Parmi les avantages qui résulteraient de cette fondation à Fourvière, le principal serait celui de l'union ou de la fusion de la Congrégation du Sacré-Coeur avec celle de la Servante de Dieu qui fournirait « ce beau local des religieuses de Jésus-Marie », qui pourrait abriter le noviciat, la *Providence*, l'œuvre des retraites, etc. On arriverait ainsi à la fusion sans l'inconvénient, dit Pauline Jaricot, d'exciter les bavardages, les jalousies et d'autres misères qui accompagnent les entreprises brillantes ... Pauline parle ensuite de la vocation de sa nièce et d'autres détails relatifs à son projet ; elle conclut sa lettre en disant qu'elle attend une réponse « avec une sorte d'impatience ».

Elle n'a sans doute pas reçu de réponse, puisque rien ne se trouve dans les documents qui y réfère ; les circonstances n'étaient pas propices. La lettre de Pauline Jaricot arriva à Mère Prévost au moment le plus critique pour la Congrégation du Sacré-Cœur, qui se voyait menacée dans son unité et jusqu'à son existence en France (L. BAUNARD, *op. cit.*, II, p. 175-225).

Le document transcrit ici nous pose quatre questions qui intéressent la Cause : a) « l'affaire des Dames du Cœur de Jésus et de Marie qui voulaient s'unir à votre Congrégation » ; b) « l'auraient fait sans le *personnage* ... le changement du *personnage* en question » ; c) l'attitude de Pauline Jaricot apparemment défavorable à l'œuvre de la Servante de Dieu ; d) la disposition de Mgr de Bonald apparemment favorable à la fusion de la Congrégation de la Servante de Dieu.

a) Pauline Jaricot, dans cette lettre de 1841, parle de quelques religieuses des Sacrés Cœurs de Jésus et de Marie qui voulaient s'unir à celles de la Congrégation du Sacré-Cœur. Il n'existe aucune trace de cela, pour cette époque, ni dans les archives des deux Congrégations, ni dans celles de l'archevêché de Lyon, ni dans les autres archives consultées. Mais il y eut ce fait, enregistré au Puy, que deux religieuses passèrent de notre Congrégation à celle du Sacré-Coeur en 1834 (Doc. XXVII, p. 616), quand Mgr de Bonald lui-même était en faveur de la fusion, comme on le voit dans cette lettre de Pauline. Il y eut aussi d'autres tentatives de fusion de la part de personnes étrangères à la Congrégation. Il est bien probable que Pauline ait appris ces faits de la Servante de Dieu elle-même et qu'elle s'y réfère sans en préciser la date, en pensant, peut-être, qu'il pouvait y avoir encore quelques religieuses favorables à cette idée de fusion.

b) La lettre dit que la fusion aurait pu se réaliser en 1834 si elle n'avait pas été empêchée par un *personnage*, et qu'à présent (1841) le même *personnage* continue à être un obstacle. On a cherché à identifier cette personne influente ; en tenant compte qu'étant donné la nature de cette affaire, il devait s'agir d'un ecclésiastique exerçant une charge élevée dans le diocèse de Lyon ou de celui du Puy. Il semble difficile qu'au Puy, où Mgr de Bonald était évêque et que le Père Coindre était décédé, on puisse

trouver quelqu'un qui se serait opposé au prélat. À Lyon, en 1834, la personne aurait pu être Mgr de Pins, qui alors avait offert de recevoir la communauté du Puy parce que « on voulait en changer l'organisation » (cf. *supra*, 1), mais il semble impossible que, en 1841, il puisse faire obstacle aux désirs de Mgr de Bonald. En effet, Mgr de Pins, en quittant Lyon le 6 mai 1840, se retira à la « Grande Chartreuse » de Grenoble et, en 1841, il n'exerçait aucune influence sur l'administration du diocèse de Lyon. Si l'on exclut la possibilité d'identifier Mgr de Pins comme étant le *personnage* en question, toutes les probabilités semblent converger sur Mgr Mioland, dont certaines lettres témoignent de son intérêt pour la personne et l'œuvre de la Servante de Dieu (Doc. IV, 2, note 34, p. 119 et XVI, C, 2, p. 304). Supérieur des Missionnaires des Chartreux et chanoine honoraire, il fut membre du Conseil archiépiscopal lyonnais de 1824 à 1838 ; nommé évêque d'Amiens, il se rendait souvent à Lyon où il était l'hôte des missionnaires ou des Perroud, neveux de la Servante de Dieu. Mgr Mioland fut supérieur, ami et admirateur du Père Coindre et de ses œuvres, ami et directeur spirituel de la famille de Mère Saint-Ignace, comme le prouvent beaucoup de lettres conservées jusqu'à ce jour, tant de ce prélat que de la famille Mayet.

c) Attitude de Pauline Jaricot envers la Servante de Dieu. – Pauline Jaricot avait maintenu des relations intimes avec Mère Saint-Ignace, comme le prouve le Registre de l'Association (Doc. IV, 2, p. 107, 146) et comme il est confirmé dans l'*Histoire* (Doc. XXVII, p. 544) et dans une lettre du Père Mayet de 1878 (Doc. XXV, 2 et 3, p. 486, 492), dépourvue cependant de précision. Cette lettre, si l'on ajoute le fait que des précisions détaillées ne s'y trouvent pas, pourrait insinuer qu'à un certain moment une rupture se soit produite entre Pauline et la Servante de Dieu. Les documents qui sont conservés aux *A. G. Rome*, même s'ils ne fournissent guère de faits importants, en donnent cependant assez pour nous prouver le contraire. Les livres de comptes de la Congrégation nous révèlent que Pauline Jaricot envoyait périodiquement une somme d'argent pour la pension de quelques orphelines ; la Servante de Dieu et les supérieures qui lui succédèrent s'intéressèrent aux œuvres de la Propagation de la Foi et au Rosaire vivant et envoyèrent leur offrande pour les soutenir. Dans quelques lettres qui venaient de l'Inde à une date postérieure à 1841, nous relevons des faits prouvant que l'amitié de Pauline et de la Congrégation fondée par la Servante de Dieu ne connurent pas de faille (cf. *A. G. Rome* : Lettre de Mère Sainte-Thérèse à Mère Saint-André, Agra, 17 avril 1844).

d) Attitude de Mgr de Bonald. – L'idée de fusion des deux Congrégations n'était pas guidée, dans l'esprit de Mgr de Bonald, par une inimitié quelconque envers la Servante de Dieu ni envers sa Congrégation. Le nouvel évêque du Puy avait connu, à Paris, la Congrégation du Sacré-Cœur, son développement rapide et la faveur qu'elle avait trouvée auprès du gouvernement. À son arrivée au Puy, il avait trouvé dans le diocèse une autre Congrégation aux fins semblables, mais qui n'avait pas obtenu l'autorisation de l'État ; ce fut le motif qui le poussait à promouvoir une fusion qu'il

jugeait favorable pour tous. Quand Mgr de Bonald arriva à Lyon, il n'avait pas changé d'idée ; mais les desseins de Dieu étaient différents. Le cardinal de Bonald observa avec satisfaction la nouvelle tournure des événements et ne songea plus à la fusion.

Si nous considérons les circonstances que nous avons exposées ici, nous ne pouvons exclure ce jugement sur Pauline Jaricot, de s'être mêlée d'une chose qui ne la regardait pas ; mais, de toutes façons, nous lui sommes reconnaissants des renseignements que cette lettre nous donne.

Mais une autre affaire qui pourrait bien se renouer plus tard, si vous venez habiter près de nous et si vous placez vos premiers essais de retraite sous les auspices de Notre-Dame de Fourvière et de sainte Philomène, c'est l'affaire des Dames du Cœur de Jésus et de Marie qui voulaient s'unir à votre Congrégation et qui l'auraient fait sans le personnage que vous m'avez fait connaître dans le temps. Pour cette affaire de réunion, Mgr de Bonald m'a dit que c'était lui qui avait eu cette pensée pendant qu'il était évêque du Puy ; le voilà archevêque de Lyon et cette pensée est *encore la sienne*. Que faudrait-il pour l'exécuter ? le changement *du personnage* en question, et puis que, peu à peu sous divers prétextes que fournira la Providence, vous vous connaissiez réciproquement. Ainsi la réunion d'ici à quelques années peut s'opérer sans même que le public s'en doute. Un fois entrées dans ce beau local des Religieuses de Jésus et de Marie, vous y trouverez pour faire noviciat, *Providence* et retraites de dames de condition. Nous pourrions alors, avec l'aide de Dieu, à faire continuer de quelque manière l'oeuvre que vous auriez commencée près de nous, si vous n'étiez pas dans l'intention de les continuer toutes les deux à la fois, l'une pour la haute classe et l'autre pour la classe inférieure ; dans tous les cas, ce serait toujours deux biens solides dont le Seigneur vous saurait gré.

En vous mettant à côté de nous en premier lieu, vous préparez donc beaucoup de bien pour plus tard et vous commencez à en faire un certain dès à présent, sans avoir l'inconvénient d'exciter les « paroleries », les jalousies et autres misères, qui accompagnent les entreprises éclatantes.

c)

Extrait de la lettre de Mgr J. A. Borghi, évêque d'Agra (Inde), à Mgr G. Brunelli, secrétaire de la Propagation de la Foi, Lyon, le 12 juillet 1844. – D'après l'original conservé aux Archives de la Sacrée Congrégation de la Propagande de la Foi, Indes orientales, vol. 9, p. 935.

En 1841, Mgr J. A. Borghi, évêque d'Agra (Inde), avait sollicité et obtenu de Mère Saint-André un groupe de religieuses pour sa mission (Doc. XXV11, p. 649 et notes 1 et 2). En 1844, il était allé en France, afin d'obtenir des aides supplémentaires ; il retourna à Agra accompagné de quelques missionnaires et de 16 religieuses de Jésus-Marie. Ils s'embarquèrent le 4 octobre de la même année à Marseille et, le 17 janvier 1845, ils atteignirent Agra dans de bonnes conditions.

Au cours du mois de janvier, Mgr Borghi passa à Lyon et apprit avec regret la menace de fusion dirigée contre la Congrégation dont les religieuses déployaient tant de zèle et d'abnégation dans ses missions. Alarmé, il écrivit la lettre ci-dessous à la Sacrée Congrégation de la Propagation de la Foi afin d'éviter ce péril. De nombreuses lettres de Mgr Borghi sont conservées dans les Archives de la Sacrée Congrégation ; elles sont un témoignage du labeur apostolique des religieuses de Jésus-Marie, de l'intérêt et de la reconnaissance de l'évêque pour ses coadjutrices.

De la lettre que j'ai écrite aujourd'hui à Son Excellence M. le cardinal et préfet, vous apprendrez quels ont été, jusqu'à présent, les résultats de mon voyage en Europe.

Vous observerez combien je m'efforce d'obtenir à Lyon une maison pour les prêtres français qui voudraient venir travailler dans ma mission. J'aimerais que ces prêtres servent de soutien à la Congrégation des Religieuses de Jésus-Marie de Fourvière. Je sais, en effet, d'une façon certaine, qu'un groupe de religieux cherchent par tous les moyens à faire fusionner ces religieuses avec d'autres qu'ils dirigent. De cette façon, ils prendraient possession des établissements que la Congrégation de Jésus-Marie possède à Fourvière. Son Éminence le cardinal de Bonald a demandé, en même temps que moi, que leurs Constitutions soient approuvées par le Saint-Siège. Mais jusqu'à présent, aucun résultat favorable ne nous a été communiqué. Je vous confie en secret et confidentiellement qu'il y a une intrigue complexe dans cette affaire ; c'est pourquoi je vous demande

instamment de vouloir n'épargner aucune peine jusqu'à ce que soient approuvées, le plus tôt possible, les Constitutions de ces religieuses. De cette façon, tous les inconvénients dont les religieuses établies à Agra auraient à souffrir seraient écartés et les établissements que je viens d'ériger seraient soustraits à une influence étrangère.

7

La Servante de Dieu demande l'autorisation civile pour sa Congrégation, 1836.
– De l'original conservé aux A. G. Rome.

Nous réunissons dans ce document les témoignages des derniers actes du gouvernement de la Servante de Dieu.

Celle-ci voit l'année 1834 se terminer sous la menace de l'expropriation de sa maison de Fourvière. Le Conseil archiépiscopal, dans sa délibération du 12 novembre, avait conseillé que, si le gouvernement exigeait l'expropriation, les religieuses devaient l'accepter si les conditions proposées étaient avantageuses, elles auraient, autrement, à se soumettre aux évaluations du tribunal (*A. A. Lyon : Registre Délibération du Conseil : 2 juin 1830 - 28 décembre 1837*).

L'année 1835 débuta dans une atmosphère optimiste. Le 29 janvier, Élisabeth écrit que sa sœur, Mère Saint-Ignace, allait bien, qu'on ne parlait plus d'expropriation et que tous espéraient qu'elle pourrait conserver la maison. Au Puy cependant, mourut le 8 février une jeune religieuse, soeur de Mère Saint-Pothin, Mère Saint-Hilaire, récemment nommée à faire partie de chapitre. Il semble que cette mort ait été le début d'une série de préoccupations provenant de cette maison, car c'est à cette époque qu'une des attaques les plus dangereuses est dirigée contre la Congrégation de la Servante de Dieu (*supra*, 6 a). Entre le 5 et le 30 mai, l'assistante générale, Mère Saint-André, fut chargée par la Servante de Dieu de se rendre sur les lieux, au Puy ; le 7 octobre, elle fut autorisée par le Conseil archiépiscopal de Lyon de transférer la communauté du Puy à Lyon « puisqu'on veut en changer l'organisation ».

La guérison miraculeuse de Jeanne Portier, à Lyon (Doc. XVII, 5, *intr.* p.357), procure à la Servante de Dieu un soulagement momentané ; mais bientôt, toujours du Puy, lui arriva une nouvelle effrayante : la supérieure, Mère Saint-Borgia, venait d'être écrasée sous des matériaux par suite de l'écroulement d'un mur (Doc. XXVII, p. 613).

Presque en même temps, Mère Saint-Ignace perdait l'appui moral du Père Rey (Doc. XXVII, p. 601). L'année se termine donc obscurcie par les préoccupations et les incertitudes auxquelles vint s'ajouter la douleur de perdre une jeune religieuse âgée de vingt-neuf ans, Soeur Saint-Clément, qui mourut à Lyon le 20 décembre.

Le début de l'année 1836 ne paraît pas plus propice. La santé de la Mère ne peut pas éviter de ressentir ces chocs ; les lettres de cette époque nous parlent de sa santé précaire :

« elle va mieux, mais pas encore bien ». Le 30 janvier, meurt Mère Saint- Gonzague (Doc. XI, *intr.*, p. 251) ; le 13 février, M. Pousset est nommé chapelain de la Maison mère : il devait aider la Servante de Dieu pour les dernières retouches à faire aux Règles (Doc. XVIII, p. 363).

Malgré tout ceci, la Servante de Dieu continua de gouverner sa Congrégation. Les documents que nous transcrivons ici correspondant à cette ultime période de sa vie en sont la preuve.

a)

Acte de constitution de la Congrégation de la Servante de Dieu en société civile, Lyon, le 30 juin 1836. – De l'original conservé aux A. G. Rome.

Par la loi du 18 août 1792, la Révolution française avait supprimé toutes les congrégations et corporations religieuses quelle qu'en fût la dénomination. Le 18 février 1809, un décret de Napoléon 1^{er} autorisa la restauration des congrégations féminines. Mais dans l'article 1^{er}, il se trouve qu'il ne s'agissait que des congrégations hospitalières ; on ne parlait pas de nouvelles congrégations qui pourraient se créer dans le but d'enseigner, encore moins de celles de vie contemplative. Le 24 mai 1825, Charles X soumit l'institution de congrégations féminines à une autorisation législative préalable (Paris, Archives nationales, F¹⁹, 6247). Ces congrégations devaient ajouter à leur demande une information favorable de l'évêque, ainsi qu'un exemplaire de leurs Statuts où l'on indiquerait principalement :

- 1° la nature et le but de l'institution,
- 2° la soumission à l'évêque et aux autorités civiles,
- 3° la disposition des biens,
- 4° la durée des vœux.

La Servante de Dieu, se conformant à ces dispositions, sollicita l'autorisation et elle ne l'obtint pas ; la même chose advint à d'autres congrégations qui, à ce moment-là, se multipliaient en France. Les congrégations religieuses non autorisées par la loi étaient tolérées ; mais, n'ayant pas obtenu une personnalité juridique, elles ne pouvaient pas recevoir de legs ni jouir d'autres bénéfices d'ordre matériel, comme on le voit dans une lettre de Mgr de Pins, archevêque titulaire d'Amasie, adressée le 6 novembre 1833 au préfet du Rhône, M. de Gasparin : « La Providence établie à Fourvière n'étant point autorisée et ne faisant nullement partie de la Maison de providence du Refuge Saint-Michel, je n'ai pas cru devoir faire instruire, conformément aux dispositions de l'ordonnance royale du 14 janvier 1831 et de l'instruction ministérielle du 29 du même mois, l'affaire concernant le legs à cet établissement par M. Nicolas et mentionné dans la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 14 octobre dernier » (*A. A. Lyon : Copie de Lettres, 1833*).

En marge à une consultation sur ce thème, non datée, on lit ce qui suit : « Les associations religieuses non reconnues peuvent former une société civile que ne prohibent pas nos lois » (cf. Paris, Archives nationales, F¹⁹, 6246, *Documents divers*). Nous ne savons pas si la

Servante de Dieu avait demandé conseil et reçu la réponse ci-dessus, mais il est certain qu'elle prit ce parti et désira donner à sa Congrégation la plus grande stabilité possible. Le 30 juin 1836, elle signa l'acte de constitution d'une société civile dont nous reproduisons un extrait.

L'acte se compose de 18 articles précédés d'un préambule ; on y lit les noms de dix associées de Lyon, suivis de la signature et de la formule finale. Cet acte dit que les associées avaient déjà fait l'expérience de trouver, dans l'esprit de paix et de charité qui les animait dans leurs rapports réciproques, les secours et les consolations que les besoins et les infortunes de la vie rendent nécessaires. Désirant régulariser la vie de l'Association déjà existante, elle établit les 18 articles qui suivent :

Les 1^{er} et 2^e se réfèrent à la Société en soi : elle est particulière quant aux biens et universelle quant aux bénéfiques ; elle est viagère pour chaque associée.

Les 3 articles qui suivent concernent les fonctions de celles qui administrent : ce sont deux des associées qui ont pleins pouvoirs (art. 3^e) et qui peuvent disposer des excédents des bénéfiques de la Société en faveur des orphelines auxquelles les associées se consacrent. Le 4^e article règle les réunions dont la première eut lieu le 25 septembre 1839 et les autres tous les trois ans, dans la maison de Lyon ; on y traitera de l'administration et les décisions seront prises à la majorité des voix des sociétaires présentes. En cas de décès ou de retrait d'une ou de deux administratrices, on élira leurs remplaçantes à la majorité des voix des membres présents. Les personnes faisant partie de l'administration devront résider à Lyon ; elles pourront déléguer une autre associée qui administrera les biens qu'on pourrait avoir dans d'autres départements (art. 5^e).

Les articles 6^e et 7^e concernent les quotes-parts dont l'ensemble constitue le fonds social. Les biens particuliers des associées, indépendamment de leur contribution, n'appartiennent pas à la Société ; celle-ci jouira cependant de l'usufruit des biens que les associées viendraient à posséder par héritage, don, etc. (art. 6^e) ; l'article 7^e expose les conditions relatives aux associées qui ont versé leur contribution : elles seront logées, nourries, etc. ; leurs héritiers n'auront aucun droit de réclamer dans la succession.

Suivent 3 articles qui stipulent des cas de non-dissolution de la société, par exemple, la mort (art. 8^e) et la démission d'un ou de plusieurs membres (art. 9^e). L'associée qui se retirerait n'aurait droit qu'à une rente représentative de son apport, qui ne pourra excéder 600 F ; au cas où elle aurait fait partie de la Société pendant moins de trois ans, au lieu de la rente, on pourra lui rendre la somme qu'elle a versée (art. 10^e).

Suivent les conditions pour l'admission de nouvelles secrétaires (art. 11^e), les dispositions à prendre au cas où, par suite d'une force majeure et par le vote unanime des membres, l'Association viendrait à se dissoudre (art. 12^e) et les droits des sociétaires au moment de la dissolution de la Société (art. 13^e).

L'article 14^e concerne la désignation et la détermination des contributions individuelles à la Société : c'est la Servante de Dieu qui apporte à la Société la plus forte contribution ; l'article 15^e explique l'état actuel du capital social, actif et passif ; dans l'article 16^e, on établit

que la différence des apports ne devait pas créer de différence quant aux droits des associées ; l'article 17^e défend aux associées les activités qui ne tendent pas au bien commun ; l'article 18^e fixe les normes qui permettent de résoudre les difficultés qui pourraient surgir dans la marche de l'Association telle qu'elle a été fixée par les articles précédents.

Au Puy, le contrat est signé le 2 juillet 1836, et les copies furent enregistrées toutes deux à Lyon le 16 du même mois de la même année.

Après ces signatures, le texte de la procuration des associées du Puy est rendu à M^e A. F. Matagrin, avocat de Lyon, responsable des affaires des sociétaires de cette ville.

Les soussignées, M^{mes} Claudine Thévenet, Louise-Claudine-Victoire Ramié, Thérèse Besson de la Rochette, Marguerite-Augustine Viscomte, Jeanne Planu, Agathe Daval, Julie Ferrand, Alexandrine Delion, Joséphine Limozin et Élisabeth Levrat, toutes les dix célibataires majeures rentières demeurant à Lyon, quartier de Fourvière ;

et M^{mes} Marie Motte, Catherine Jubeau, Clémentine Levrat, Marguerite-Clotilde Revel, Jeanne-Marie Greppo, Agathe Thomas et Antoinette Cholle, toutes les sept célibataires majeures rentières demeurant en la ville du Puy, département de la Haute-Loire ;

ayant déjà l'expérience de trouver, dans l'esprit de paix et de charité qui les anime les unes envers les autres, les secours et les consolations que les besoins et les infirmités de la vie rendent si nécessaires ;

voulant d'un autre côté augmenter leur aisance en réunissant leur avoir personnel pour pouvoir profiter ensemble des avantages et des économies qui résultent évidemment d'une communauté de gains et de dépenses ;

et dans le but de régulariser une association existante déjà de fait entre les soussignées et à laquelle pourraient prendre part plus tard d'autres personnes pénétrées des mêmes sentiments, ont fait entre elles le traité suivant :

Article 1^{er}. Les soussignées se proposant de vivre en communauté de biens, il y a, entre elles, société particulière quant aux apports et société universelle quant aux gains.

Article 2^e. Cette Société est à vie pour chaque associée.

Article 3^e. L'administration des affaires de la Société sera confiée à deux des Dames associées. Les pouvoirs qui leur sont conférés renferment la faculté d'acquérir pour la Société, d'aliéner et de s'obliger en son nom, d'hypothéquer

ses biens, d'agir en justice, de quittance tous capitaux, de donner mainlevées à toutes inscriptions ; néanmoins, tous les actes relatifs à ces pouvoirs devront être passés aux noms et avec le concours simultanément des deux administratrices et, ainsi faits, ces actes lieront toutes les associées quant aux affaires qui seront de simple administration. Ces deux Dames pourront les gérer individuellement, elles pourront également employer l'excédent des bénéfices de la Société à l'éducation des jeunes orphelines auxquelles elles ont voué leurs soins.

M^{mes} Claudine Thévenet et Louise-Claudine-Victoire Ramié, deux des Dames soussignées, sont dès à présent nommées administratrices des affaires de la Société et elles exerceront cette fonction jusqu'à l'époque du renouvellement prévu en l'article ci-après.

Article 4^e. Le vingt-cinq septembre mil huit cent trente-neuf, toutes les associées seront invitées à se réunir à l'effet de pourvoir de nouveau à l'administration des biens de la Société et, tant que celle-ci durera, cette réunion générale aura lieu pour la même fin tous les trois ans à la même époque. L'assemblée aura lieu dans la maison de la Société située à Lyon, les décisions seront prises à la majorité des voix des associées présentes à la réunion.

Article 5^e. Au décès des deux administratrices ou de l'une d'elles, ou en cas de démission, leurs remplaçantes seront nommées par les Dames associées réunies à cet effet, et à la majorité des voix de celles qui sont présentes à la réunion. Les deux Dames administratrices devront nécessairement résider dans la Maison principale à Lyon ; elles pourront déléguer l'une de leurs coassociées pour l'administration des biens que l'Association posséderait dans un autre département, avec nécessité de soumettre aux Dames administratrices tous les actes autres que ceux de l'administration intérieure.

Suivent 13 autres articles et le contrat se termine par la formule suivante :

Ainsi convenu et accepté réciproquement.

Fait et signé en autant de doubles que de parties à Lyon, le trente juin mil huit cent trente-six. Et au Puy, le 2 juillet de la même année.

Suivent les signatures.

Certifié sincère et véritable, signé et paraphé conformément à l'acte de dépôt de ce jour. Lyon, le vingt-cinq juillet mil huit cent trente-six.

Suivent les signatures.

Enregistré à Lyon, le seize juillet mil huit cent trente-six, p. 17, recto et verso. Reçu cinq francs et cinquante centimes pour les décimes.

Signé, Meschini

b)

Acte de succession négative de Claudine Thévenet, le 5 novembre 1837. – D'après l'original conservé aux A. D. Lyon, 45, Q, 13.

À la mort de la Servante de Dieu, on applique pour la première fois les dispositions formulées dans les articles 7 et 13 du contrat de la Société civile, pour les cas de décès ou d'abandon de la Société de la part des associées. Il y est établi que les héritiers des associées n'avaient aucun droit de réclamer dans la succession.

Nous anticipons les faits et nous donnons ici, comme complément du contrat de la Société qui a été résumé dans la lettre a), le document correspondant à la succession négative de Claudine Thévenet, tel qu'il est conservé aux Archives départementales de Lyon.

N° 594

Succession négative de Claudine Thévenet décédée le 3 février 1837. Tf 181.

Revoir l'acte de Société.

Le quatre novembre 1837, a comparu François Matagrin, légiste, rue du Boeuf, n° 36, lequel, comme mandataire suivant acte s.s.p. en liasse de Louise-Claudine-Victoire Ramié, supérieure de la Communauté dite Sacré-Coeur établie Place de Fourvière, n° 1, nous a déclaré que Claudine Thévenet, ancienne supérieure, est décédée audit lieu le 3 février 1837 et qu'il ne dépend ni meubles ni immeubles de cette succession ; attendu que par une Société du 2 juillet 1836 déposée chez M^c Coste, notaire, suivant acte du 25 juillet, même année, la défunte, la comparante et les D^{lles} Besson, Viscomte, Planu, Daval, Ferrand, Delion, Limozin et Levrat, Motte, Jubeau, autre Levrat, Revel, Greppo, Thomas et Cholle, ont mis tout en commun (art. 7^e), à condition qu'elles seront logées, nourries et entretenues par le fonds social, que d'après le même article les héritiers n'auront aucun droit de réclamer dans la succession, et enfin que, par l'art. 13^e, tout l'avoir social accroîtra aux survivants, etc.

Se soumettant les comparants en cas de fausse déclaration aux peines voulues

par la loi, en observant que chaque associée apporte un trousseau évalué à 300 par tête et que les immeubles consistant en la propriété de Fourvière qui sert d'habitation à la Communauté ont été fournis par les D^{lles} Thévenet, Ramié et Besson de la Rochette.

Matagrín

Arrêté le quatre novembre 1837. Guillot.

Arrêté le cinq novembre 1837 (dimanche). Guillot.

8

Compte-rendu du Registre IV, le 12 septembre 1836. – De l'original conservé aux A. G. Rome.

L'infirmité et les préoccupations, qui affligèrent la Servante de Dieu à cette époque, ne l'empêchèrent pas de s'occuper, comme nous l'avons vu, non seulement des devoirs de sa charge, mais de tout ce qui pouvait contribuer au bien des autres.

Le 3 avril, Élisabeth écrivait encore à sa fille lui donnant de bonnes nouvelles de sa soeur, Mère Saint-Ignace. Elle fait allusion à quelques plantes fleuries qui parfument sa maison : « c'est ma soeur qui m'a envoyé ces plantes de son jardin ». Dans la correspondance échangée avec les membres de sa famille, on fait plusieurs fois allusion à l'amour de la Servante de Dieu pour les fleurs.

Le Registre IV nous donne quelques détails sur l'action de la Servante de Dieu, comme Supérieure générale, lorsqu'elle préside les réunions du Conseil général pour l'admission de postulantes ou de novices, les prises d'habit et les professions. Du 12 août 1834 à la mort de la Servante de Dieu, on trouve huit comptes-rendus correspondant à cinq réunions du Conseil général aux dates suivantes : les 12 août 1834, 9 juin et 11 septembre 1835, 15 mars et 12 septembre 1836. Nous reproduisons le compte-rendu relatif à la dernière date, traitant de l'admission à la prise d'habit de la novice Clarisse Bergonhoux. La cérémonie de profession a lieu le 6 octobre ; l'un des comptes-rendus y correspondant, dans le Registre VI des professions, est reproduit dans Doc. XVIII, 2, b, p. 369, et révèle les anomalies dont nous parlerons.

Le Registre IV, dont nous venons de parler, écrit après la mort de la Servante de Dieu, comprend la période entre le 2 août 1834 et le 10 février 1901. Jusqu'au 28 mai 1841, il est écrit par Mère Sainte-Thérèse et signé par les conseillères générales (cf. Doc. XVI, *intr.*, p. 273).

L'an mil huit cent trente-six, le douzième jour du mois de septembre, notre Révérende Mère Supérieure générale a proposé aux membres du Chapitre général, régulièrement assemblés, d'admettre à la vêtue Clarisse Bergonhoux dont le temps de prétendante était expiré.

Le sujet a été admis ayant en sa faveur le nombre de voix exigé par les Constitutions.

Marie Saint-André, assistante générale
Marie Sainte-Thérèse

Marie Saint-Paul
Marie Saint-François

DOC. XVII

DES LETTRES DE LA SERVANTE DE DIEU, 1828-1836. — Des originaux conservés aux *A. G. Rome*.

Les écrits de la Servante de Dieu parvenus jusqu'à nous sont les suivants : *a*) 16 lettres envoyées aux membres de sa famille ; *b*) les pages 43-46 du Registre de l'Association ; *c*) la majeure partie des livres de caisse I et II ; *d*) des notes variées détachées ou ajoutées aux factures ; *e*) la Règle approuvée en 1838 (copie).

Diverses causes ont contribué à faire disparaître certains documents dont nous connaissons l'existence et, sans doute, d'autres que nous ignorons. Nous savons, par exemple, que la Servante de Dieu écrivait fréquemment au Père Coindre (cf. Doc. XVI, C, 1, b, p. 302) ; *a*) d'autre part, nous ne savons pas si le Père Coindre conservait ou détruisait ces lettres ; *b*) toutefois, les tristes circonstances de sa mort à Blois causèrent la perte d'une partie de sa correspondance ; *c*) à la demande de la Servante de Dieu, Mgr Mioland écrivit une biographie du Père Coindre, dont le manuscrit est conservé à Fourvière (cf. lettres du Père Ballet au Père F.V. Coindre, le 2 février 1856, aux Archives des Frères du Sacré-Cœur à Rome), mais après la révolution de 1848, elle disparut ; *d*) à cause de l'expulsion des ordres religieux de France en 1902, plusieurs autres documents furent perdus. Les lettres de la Servante de Dieu aux religieuses des communautés de Belleville, de Monistrol et du Puy ainsi que celles de Mère Saint-André et des autres premières religieuses ne furent pas conservées.

Nous avons réuni dans ce Document les 16 lettres que les membres de la famille de la Servante de Dieu conservèrent comme des reliques, et que les descendants cédèrent à la Congrégation pour le procès diocésain. Nous les avons divisées en 5 groupes selon l'argument principal ; une note d'introduction précède chaque groupe et chaque lettre.

1

Lettre à la nièce Élisabeth Mayet concernant la mort de deux religieuses, le 11 septembre 1828.

Parmi les lettres de la Servante de Dieu qui ont été conservées, celle que nous publions ici est l'une des plus intéressantes, parce qu'elle nous permet de voir sa piété, son esprit